



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## REQUEST FOR PROPOSAL

## DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du**

**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services - EL Division/Services  
professionnels en informatique - division EL

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Support for BRMS	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 01B68-171058/A	<b>Date</b> 2017-06-15
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 01B68-171058	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$SEL-606-31603	
<b>File No. - N° de dossier</b> 606el.01B68-171058	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-07-06</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Mansour, Silvana	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 606el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-4986 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-5925
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD Supply Management Team TWR 4 1341 BASELINE RD Floor 3, Room 115 (613) 773-0631 william.larmour@agr.gc.ca OTTAWA Ontario K1A0C5 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**DEMANDE DE SOUMISSIONS  
POUR LE CONTRAT CONCLU DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT  
EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES  
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES  
(SPICT)  
NOMBREUSES CATÉGORIES DE RESSOURCES DES NIVEAUX 2 ET 3  
POUR  
LE MINISTÈRE D'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

**Table des matières**

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	4
1.1 Introduction .....	4
1.2 Sommaire.....	4
1.3 Compte rendu.....	6
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	7
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées.....	7
2.2 Présentation des soumissions .....	7
2.3 Demandes de renseignements en période de soumission .....	7
2.4 Ancien fonctionnaire.....	8
2.5 Lois applicables .....	9
2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions .....	9
2.7 Données volumétriques .....	10
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	11
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions .....	11
3.2 Section I : Soumission technique .....	13
3.3 Section II : Soumission financière.....	15
3.4 Section III : Attestations .....	16
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION.....	17
4.1 Procédures d'évaluation .....	17
4.2 Évaluation technique.....	17
4.3 Évaluation financière.....	19
4.4 Méthode de sélection .....	24

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	26
5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires..	26
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES...	28
6.1 Exigences relatives à la sécurité.....	28
6.2 Capacité financière.....	28
PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	29
7.1 Exigences .....	29
7.2 Autorisation de tâche .....	29
7.3 Garantie des travaux minimums.....	32
7.4 Clauses et conditions uniformisées .....	32
7.5 Exigences relatives à la sécurité.....	33
7.6 Période du contrat .....	34
7.7 Responsables.....	34
7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires .....	35
7.9 Paiement.....	35
7.10 Instructions relatives à la facturation .....	38
7.11 Attestations .....	38
7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur .....	38
7.13 Lois applicables .....	38
7.14 Ordre de priorité des documents.....	38
7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien).....	39
7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger) .....	39
7.17 Exigences en matière d'assurances.....	39
7.18 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information	41
7.19 Entrepreneur en coentreprise .....	43
7.20 Services professionnels – Généralités .....	43
7.21 Préservation des supports électroniques.....	44
7.22 Exigences relatives à la production de rapports.....	45
7.23 Déclarations et garanties.....	45
7.24 Mise en œuvre .....	45
7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification .....	45

**Liste des annexes du contrat subséquent :**

Annexe A Énoncé des travaux

Annexe B Base de paiement

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

**Liste des documents joints à la Partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)**

- Pièce jointe 3.1 : Formulaire de la présentation des soumissions

**Liste des documents joints à la Partie 4 (Procédures d'évaluation et méthode de sélection)**

- Pièce jointe 4.1 : Critères d'évaluation de la soumission

- Pièce jointe 4.2 : Barème de prix

**Liste des documents joints à la Partie 5 (Attestations)**

- Pièce jointe 5.1 : Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation

**DEMANDE DE SOUMISSIONS**

**POUR LE CONTRAT CONCLU DANS LE CADRE DE L'ARRANGEMENT  
EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA) POUR DES SERVICES  
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE CENTRÉS SUR LES TÂCHES  
(SPICT)  
NOMBREUSES CATÉGORIES DE RESSOURCES DES NIVEAUX 2 ET 3  
POUR  
LE MINISTÈRE D'AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA**

**PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**1.1 Introduction**

Dans le présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à la demande de soumissions. Le présent document contient sept parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : Renferme une description générale du besoin.

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : Renferme les instructions, les clauses et les conditions relatives à la demande de soumissions.

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : Donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission.

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : Décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection.

Partie 5 Attestations et renseignements supplémentaires : Renferme les attestations et renseignements supplémentaires à fournir.

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : Renferme des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre.

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : Renferme les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et toute autre annexe.

**1.2 Sommaire**

- (a) La présente demande de soumissions vise à répondre au besoin du ministère d'Agriculture et agroalimentaire Canada (le « **client** ») en matière de SPICT dans le cadre de l'AMA des SPICT.
- (b) Elle vise l'attribution d'un contrat d'une année, assorti de quatre options irrévocables d'une année, qui permettent au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences,

- et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour en savoir plus sur le filtrage de sécurité du personnel et de l'organisation ainsi que sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama et de l'Accord sur le commerce intérieur.
  - (e) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; voir la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, et la pièce jointe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation ».
  - (f) Seuls les titulaires d'AMA pour des SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT au palier 2, dans la région de l'Ouest dans le cadre de la série d'AMA n° EN578-170432 peuvent soumissionner. L'AMA pour des SPICT n° EN578-170432 est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
  - (g) Les titulaires d'AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-170432 au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
  - (h) Les catégories de personnel énumérées ci-dessous doivent être fournies sur demande, conformément à l'Annexe A de l'AMA pour des SPICT.

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NIVEAU D'EXPERTISE	NOMBRE ESTIMATIF DE RESSOURCES REQUISES	NIVEAU D'EFFORT ESTIMATIF
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	1	220 jours
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	1	220 jours
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	1	220 jours
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	1	220 jours
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	1	220 jours
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	1	220 jours
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	1	220 jours
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	1	220 jours
A.11 Testeur	NIVEAU 2	1	220 jours

### **1.3 Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par TPSGC.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (27/04/2017), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est intégré par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de contradiction entre les dispositions de la clause 2003 et celles du présent document, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévalent.
- (d) Le paragraphe 3.a) de l'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003 incorporées ci-haut par renvoi, est supprimé en entier et remplacé par ce qui suit :
  - a. au moment de présenter un arrangement dans le cadre de la demande d'arrangements en matière d'approvisionnement (DAMA), le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la Politique d'inadmissibilité et de suspension. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms.
- (e) Le paragraphe 5(4) de la clause 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est modifié comme suit :
  - (i) Supprimer : 60 jours
  - (ii) Insérer : cent quatre-vingts (180) jours

### 2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'adresse de TPSGC indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison de la nature de la présente demande de soumissions, TPSGC n'acceptera pas les soumissions qui lui sont transmises par télécopieur ou par courrier électronique.

### 2.3 Demandes de renseignements en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard cinq jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils devraient également formuler soigneusement chaque question en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada d'y répondre de manière précise. Les demandes de renseignements techniques qui revêtent un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une



discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la diffusion des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, selon les cas, les renseignements requis n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai imparti pour fournir les renseignements. À défaut de répondre à la demande du Canada et de respecter les exigences dans les délais prescrits, le soumissionnaire verra sa soumission déclarée non recevable.

### (b) Définitions

Aux fins de la présente clause, « *ancien fonctionnaire* » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i). un individu;
- (ii). un particulier qui s'est constitué en société;
- (iii). une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- (iv). une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « *période du paiement forfaitaire* » désigne la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi à la suite de la mise en place de divers programmes de réduction des effectifs de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « *pension* » désigne une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R.C., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17; à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3; à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10; à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11; à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5; et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

### (c) Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui** ( ) **Non** ( )

Si oui, le soumissionnaire doit fournir, s'il y a lieu, les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension :

- (i). le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii). la date de cessation d'emploi ou de retraite de la fonction publique.

En fournissant ces renseignements, les soumissionnaires acceptent que le statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension du soumissionnaire retenu soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et aux Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés.

**(d) Directive sur le réaménagement des effectifs**

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a touché un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i). le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii). les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii). la date de cessation d'emploi;
- (iv). le montant du paiement forfaitaire;
- (v). le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi). la période du paiement forfaitaire, y compris la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- (vii). le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$ (taxes applicables comprises).

**2.5 Lois applicables**

- (a) Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent utiliser les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. Les soumissionnaires doivent indiquer, dans le formulaire de présentation des soumissions, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.

**2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions**

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions sont invités à fournir

des suggestions par écrit à l'autorité contractante nommée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées, à condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante conformément à l'article intitulé « Demandes de renseignements en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des suggestions proposées.

## **2.7 Données volumétriques**

Le nombre estimatif de ressources requises ainsi que le niveau d'effort toujours estimatif ont été fournis aux soumissionnaires afin de les aider à préparer leurs soumissions. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services précisés dans la présente demande de soumissions correspondra à ces données. Elles sont fournies à titre d'information seulement.

## PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

### 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :
- (i) Section I : Soumission technique (4 copies papier) et une copie électronique sur clé USB.
  - (ii) Section II : Soumission financière (2 copies papier).
  - (iii) Section III : Attestations non comprises dans la soumission technique (1 copie papier).
- En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et celui de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.
- Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (b) **Présentation de la soumission** – Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
- (i) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
  - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
  - (iii) inclure, sur le dessus de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
  - (iv) inclure une table des matières.
- (c) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :
- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
  - (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso ou à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
- (d) **Présentation d'une seule soumission** :
- (i) Un soumissionnaire et ses entités liées ne peuvent soumettre qu'une seule soumission en réponse à la présente demande de soumissions. Si un soumissionnaire ou ses entités liées participent à plus d'une soumission (participer signifie faire partie du groupe soumissionnaire, et non pas être un sous-traitant), le Canada donnera deux jours ouvrables à ces soumissionnaires pour indiquer laquelle des soumissions devra être prise en compte par le Canada. À défaut de respecter ce délai, toutes les soumissions visées seront rejetées.
  - (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « liée » à un soumissionnaire :

- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c.-à-d. la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
  - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*;
  - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années précédant la date de clôture des soumissions;
  - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.
- (e) Expérience de la coentreprise
- (i) Lorsque le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut soumettre l'expérience qu'il a acquise dans le cadre de cette coentreprise.  
  
Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres L et O. La demande de soumissions exige que le soumissionnaire possède de l'expérience en prestation de services de maintenance et de dépannage à un client comptant au moins 10 000 utilisateurs pendant 24 mois. En tant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc utiliser cette expérience pour satisfaire à l'exigence. Si le membre L a acquis cette expérience alors qu'il faisait partie d'une coentreprise avec le tiers N, cette expérience ne peut pas être utilisée, car le tiers N ne fait pas partie de la coentreprise soumissionnaire.
  - (ii) Une coentreprise qui présente une soumission peut évoquer l'expérience de l'un de ses membres pour démontrer qu'elle satisfait à tout critère technique de la présente demande de soumissions.  
  
Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si une demande de soumissions exige : (a) que le soumissionnaire ait trois ans d'expérience de la prestation de services de maintenance, et (b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience de l'intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple celui qui concerne l'expérience de trois ans de la prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.
  - (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre en commun leurs capacités pour répondre à un critère technique donné de la présente demande de soumissions. Un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas indiqué quel membre de la coentreprise répond à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ce renseignement pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire ne fournit pas ce renseignement pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.  
  
Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par le membre B;
- les contrats signés par les membres A et B en tant que coentreprise;
- les contrats signés par le membre A et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise;
- les contrats signés par le membre B et les contrats signés par les membres A et B en coentreprise.

Le tout doit totaliser 100 jours facturables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par une coentreprise devraient poser leurs questions dans le cadre du processus de demande de renseignements dès que possible durant la période de demande de soumissions.

### 3.2 Section I : Soumission technique

- (a) La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions – pièce jointe « 3.1 » à leur soumission. Il s'agit d'un formulaire commun dans lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, comme le nom d'une personne-ressource ou son numéro d'entreprise – approvisionnement. L'utilisation de ce formulaire pour présenter des renseignements n'est pas obligatoire, mais recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.
- (ii) **Exigences relatives à la sécurité** : On demande aux soumissionnaires de fournir les renseignements de sécurité suivants pour chaque ressource proposée avec leur soumission avant ou à la date de clôture des soumissions.

RENSEIGNEMENTS DE SÉCURITÉ	
Nom de la personne tel qu'indiqué sur le formulaire de demande d'autorisation de sécurité	
Niveau de l'autorisation de sécurité obtenue	
Période de validité de l'attestation de sécurité obtenue	
Numéro de dossier du formulaire « Certificat d'enquête de sécurité et profil de sécurité »	

Si le soumissionnaire n'a pas inclus les renseignements de sécurité dans sa soumission, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de fournir ces renseignements pendant la période d'évaluation. Si le soumissionnaire n'a pas fourni les renseignements de sécurité pendant la période fixée par l'autorité contractante, sa soumission sera déclarée non recevable.

- (iii) **Justification de la conformité technique** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la Pièce jointe « 4.1 », qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il ne suffit pas de déclarer simplement que la solution ou les ressources proposées sont conformes.

Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, la soumission sera jugée non conforme et sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » de la Pièce jointe « 4.1 », où les soumissionnaires doivent indiquer l'endroit précis où se trouvent les documents de référence, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.

- (iv) **Pour les projets antérieurs similaires :** Dans les cas où la soumission doit comprendre la description de projets antérieurs semblables : (i) le projet doit avoir été réalisé par le soumissionnaire lui-même (l'expérience acquise par un sous-traitant proposé ou une société affiliée au soumissionnaire ne compte pas); (ii) le projet doit avoir été terminé à la date d'affichage de l'invitation; (iii) toutes les descriptions de projet doivent comprendre, au minimum, le nom et le numéro de téléphone ou l'adresse de courriel d'un client cité en référence; et (iv) dans l'éventualité où le soumissionnaire présente plus de projets semblables que ce qui a été demandé, le Canada aura le plein pouvoir de choisir ceux qui seront évalués. Un projet sera jugé « similaire » aux travaux à effectuer dans le cadre du contrat subséquent s'il porte sur des travaux qui correspondent étroitement aux descriptions des SPICT des catégories de ressources indiquées à l'Annexe A. Les travaux seront considérés comme « correspondant étroitement » si la description du projet inclut au moins 50 % des points de responsabilité figurant dans la description de la catégorie de ressources donnée.
- (v) **Pour les ressources proposées :** La soumission technique doit comprendre les curriculum vitæ des ressources indiquées à la Pièce jointe « 4.1 ». Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences de qualification décrites (y compris les exigences en matière d'éducation, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). Quant aux ressources proposées :
- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail (voir la Partie 5, Attestations).
- (B) Pour les exigences en matière d'études, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou accrédité au moment où le document a été produit. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.



- (D) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme Coop formel, suivi dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que la période au cours de laquelle la personne a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la personne jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la personne a participé.
- (F) Pour que l'expérience de travail soit considérée par le Canada, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais elle doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.
- (vi) **Coordonnées de clients cités en référence :**
- (A) Le soumissionnaire doit fournir des références de clients. Elles doivent toutes confirmer, si TPSGC le demande, les faits énoncés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est requis à la Pièce jointe « 4.1 ».
- (B) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :
- [Exemple de question destinée aux clients cités en référence : « [Nom du soumissionnaire] a-t-il fourni des services de [décrire les services et, le cas échéant, les délais dans lesquels ces services ont dû être fournis] à votre organisation? »*
- Oui, le soumissionnaire a fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*
- Non, le soumissionnaire n'a pas fourni à mon organisation les services décrits ci-dessus.*
- Je ne veux pas ou ne peux pas fournir de renseignements au sujet des services décrits ci-dessus.*
- (C) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel, et la vérification des références se fera par courriel.
- Le soumissionnaire doit en outre indiquer le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle accepte d'être citée en référence. Des références de l'État seront acceptées.

### 3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix :** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément au Barème de prix fourni à la Pièce jointe « 4.2 ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. À moins d'indication contraire, les soumissionnaires doivent inscrire un seul taux quotidien ferme, tout compris, en dollars canadiens, dans chacune des cellules nécessitant une inscription dans les tableaux des prix.



- (b) **Variation des taux pour les ressources par période** : Pour une catégorie de ressources donnée, lorsque les tableaux financiers fournis par le Canada permettent d'établir des taux fermes différents associés à une catégorie de ressources pour des périodes différentes :
- (i) le taux présenté dans la soumission ne doit pas augmenter de plus de 2 % d'une période à une autre;
  - (ii) le taux présenté dans la soumission pour une même catégorie de ressources pour toute période subséquente ne doit pas être inférieur au taux présenté dans la soumission pour la période comprenant le premier mois de la période initiale du contrat.
- (c) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (d) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vide, le Canada considérera que le prix se chiffre à « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien de « 0,00 \$ ». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un article dont le champ est vide est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

### 3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations indiquées dans la Partie 5.

## PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers. Le processus d'évaluation comporte plusieurs étapes, lesquelles sont décrites ci-dessous. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi toutes les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines étapes de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à des personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe d'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les volets de l'évaluation.
- (c) En plus de tout autre délai établi dans la demande de soumissions :
  - (i) **Demandes de précisions** : Si le Canada demande des précisions au soumissionnaire au sujet de sa soumission ou s'il veut vérifier celle-ci, le soumissionnaire disposera d'un délai de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. Si le soumissionnaire ne respecte pas ce délai, sa soumission sera déclarée non recevable.
  - (ii) **Demandes de renseignements supplémentaires** : Si le Canada demande d'autres renseignements pour l'une des raisons qui suivent (selon la section intitulée « Déroulement de l'évaluation » du document 2003 Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels).
    - (A) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;
    - (B) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitæ des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire,

Le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les deux jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.
  - (iii) **Prolongation du délai** : Si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

### 4.2 Évaluation technique

- (a) **Critères techniques obligatoires** :
  - (i) Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité avec les exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne sont pas conformes à chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées.
  - (ii) Les critères techniques obligatoires sont décrits dans la Pièce jointe « 4.1 ».
- (b) **Critères techniques cotés**
  - (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de

référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence.

- (ii) Les exigences cotées sont décrites dans la Pièce jointe « 4.1 ».

(c) **Nombre de ressources évaluées**

Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique l'Annexe A. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâche sera appliqué conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation des tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâche sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâche. La ressource proposée sera ensuite évaluée d'après les critères indiqués dans l'Énoncé des travaux du contrat, conformément à l'Appendice C de l'Annexe A.

(d) **Vérification des références**

- (i) La vérification des références ne se fait pas de façon systématique. Toutefois, si TPSGC choisit de procéder à une vérification des références pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il le fera pour les soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.
- (ii) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Il enverra toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 48 heures aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur soumission. La réponse doit être envoyée dans les cinq jours ouvrables suivant l'envoi du courriel de vérification des références, faute de quoi le Canada n'attribuera aucun point ou considérera que le soumissionnaire ne satisfait pas à l'exigence obligatoire en matière d'expérience (selon le cas).
- (iii) Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours ouvrables. Si la personne donnée en référence n'est pas disponible au moment de l'évaluation, le soumissionnaire pourra fournir le nom et l'adresse électronique d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une fois par client, et ce, uniquement si la personne citée en référence initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'elle ne souhaite pas répondre ou qu'elle n'est pas en mesure de le faire). Le soumissionnaire disposera de 24 heures pour soumettre le nom d'une nouvelle personne-ressource. Cette personne aura cinq jours ouvrables pour répondre au Canada à compter de la date d'envoi de la demande de vérification des références.
- (iv) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première prévaudra.
- (v) On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale du soumissionnaire). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.

#### 4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes indiqués dans les soumissions recevables.
- (b) Deux méthodes possibles d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables (voir la section c – Évaluation financière – Méthode A, ci-dessous). La deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables (voir la section d – Évaluation financière – Méthode B ci-dessous).
- (c) **Évaluation financière – Méthode A** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables.
- (i) **ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES** : L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources, la fourchette médiane selon les taux fermes quotidiens fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque catégorie de ressources, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans Microsoft Excel. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 20 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. Lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux tarifs médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le tarif médian sera utilisé.
- (ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources, les points seront attribués de la façon suivante.
- (A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un tarif quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.
- (B) Le soumissionnaire dont le tarif quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :
- $$\frac{\text{Taux quotidien ferme proposé le plus bas dans la fourchette des médianes}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire au tableau 1 ci-dessous dans les limites de la fourchette des médianes}} \times \text{Maximum de points attribués}$$
- (C) Le soumissionnaire dont le tarif journalier ferme entre dans la fourchette des médianes établies et qui est le plus bas parmi les tarifs proposés obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (1 AN)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	TOTAL DES POINTS
Gestionnaire de projet – Niveau 2	150	100	150	100	100	600
Analyste des activités – Niveau 2	300	300	275	275	275	1425

Spécialiste, soutien des opérations – Niveau 3	225	225	225	225	225	1125
Modélisateur de données / Modélisateur en GI – Niveau 2	200	120	120	120	120	680
Architecte d'applications et de logiciels – Niveau 3	300	300	300	300	300	1500
Programmeur / réalisateur de logiciel – Niveau 3	300	300	300	300	300	1500
Programmeur / réalisateur de logiciel – Niveau 2	220	220	220	220	220	1100
Testeur principal – Niveau 2	120	120	120	120	120	600
Testeur – Niveau 2	220	220	220	220	220	1100
<b>TOTAL</b>	<b>2035</b>	<b>1905</b>	<b>1930</b>	<b>1880</b>	<b>1880</b>	<b>9630</b>

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources et on arrondira le total à deux décimales pour obtenir la note financière. Un exemple d'évaluation financière à l'aide de la méthode A est fourni ci-après.

(iv) **EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A**

<b>TABLEAU 2 – EXEMPLE D'ÉVALUATION FINANCIÈRE À L'AIDE DE LA MÉTHODE A</b>							
Catégories de ressources	Maximum de points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
<b>Programmeur</b>	150 (75 points par année)	400,00 \$	400,00 \$	420,00 \$	450,00 \$	450,00 \$	450,00 \$
<b>Analyste des activités</b>	100 (50 points par année)	600,00 \$	600,00 \$	600,00 \$	620,00 \$	650,00 \$	820,00 \$
<b>Gestionnaire de projet</b>	50 (25 points par année)	555,00 \$	900,00 \$	750,00 \$	800,00 \$	700,00 \$	800,00 \$
<b>TOTAL</b>	300						
<b>ÉTAPE 1 – Établissement des médianes inférieures et supérieures pour chaque année et chaque catégorie de ressources</b>							
(Median 1)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 1 serait 420 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 336 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 546 \$.						
(Median 2)	Pour la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de l'année 2 serait 450 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 360 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 585 \$.						
(Median 3)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 1 serait 600 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 480 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 780 \$.						
(Median 4)	Pour la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de l'année 2 serait 620 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 496 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 806 \$.						

(Median 5)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 1 serait 700 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 560 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 910 \$.
(Median 6)	Pour la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de l'année 2 serait 800 \$. La limite inférieure de la bande médiane serait 640 \$ et la limite supérieure de la bande médiane serait 1 040 \$.
<b>ÉTAPE 2 – Attribution des points</b>	
<b>Soumissionnaire 1</b>	
Programmer Year 1 = 75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Programmer Year 2 = 75 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Business Analyst Year 1 = 50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Business Analyst Year 2 = 50 points (tarif le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Project Manager Year 1 = 0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Project Manager Year 2 = 22,22 points, d'après le calcul suivant : $\text{taux le plus bas (800 \$)} \div \text{taux proposé par le soumissionnaire (900 \$)} \times 25 \text{ points}$	
<b>Soumissionnaire 2</b>	
Programmer Year 1 = 71,43 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (420 \$)} \times 75 \text{ points}$	
Programmer Year 2 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$	
Business Analyst Year 1 = 50 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Business Analyst Year 2 = 48,39 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (620 \$)} \times 50 \text{ points}$	
Project Manager Year 1 = 23,33 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (700 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (750 \$)} \times 25 \text{ points}$	
Project Manager Year 2 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
<b>Soumissionnaire 3</b>	
Programmer Year 1 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$	
Programmer Year 2 = 66,67 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (400 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (450 \$)} \times 75 \text{ points}$	
Business Analyst Year 1 = 46,15 points, d'après le calcul suivant : $\text{tarif le plus bas (600 \$)} \div \text{tarif proposé par le soumissionnaire (650 \$)} \times 75 \text{ points}$	
Business Analyst Year 2 = 0 point (en dehors des limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Project Manager Year 1 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
Project Manager Year 2 = 25 points (prix le plus bas dans les limites inférieure et supérieure de la bande médiane)	
<b>ÉTAPE 3 – Note financière</b>	
<b>Bidder 1:</b>	$75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 = \text{note financière totale de 272,22 points sur un total possible de 300 points}$
<b>Bidder 2:</b>	$71,43 + 67,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 = \text{note financière totale de 284,82 points sur un total possible de 300 points}$

**Bidder 3:** 66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 = note financière totale de 229,49 points sur un total possible de 300 points

(d) **Évaluation financière – Méthode B** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

(i) **ÉTAPE 1 – COMPARAISON DES MOYENNES** : L'étape 1 fera partie de l'évaluation lorsque seulement deux soumissions sont jugées recevables. S'il n'y a qu'une seule soumission, cette étape n'aura pas lieu.

Pour chaque soumission, les taux fournis pour chaque catégorie de ressources sera additionné, et ce total sera divisé par le nombre total de catégories de ressources, ce qui donnera un taux moyen total pour chaque période. Une fois que tous les taux moyens totaux seront déterminés, le Canada déterminera la différence en pourcentage entre les taux moyens totaux des deux soumissions (le pourcentage de delta) pour chaque période donnée au moyen de la formule suivante : soustraire le taux moyen total le plus faible du taux moyen total le plus élevé, puis diviser le résultat par le taux moyen total le plus faible (voir l'exemple ci-après). Si un pourcentage de delta est supérieur à 30 % pour une période donnée, la soumission qui contient le taux moyen total le plus élevé qui a généré le pourcentage de delta sera jugée non recevable.

<b>TABLEAU 3 – EXEMPLE DE COMPARAISON DES MOYENNES SELON LA MÉTHODE B</b>				
<b>ÉTAPE 1</b>				
Catégorie de ressources	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2	
	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	800,00 \$	800,00 \$	850,00 \$	900,00 \$
Analyste des activités	1 000,00 \$	1 000,00 \$	1 400,00 \$	1 650,00 \$
Gestionnaire de projet	1 200,00 \$	1 200,00 \$	1 300,00 \$	1 650,00 \$
Total	3 000,00 \$	3 000,00 \$	3 550,00 \$	4 200,00 \$
Taux moyen total (total divisé par trois catégories de ressources)	1 000,00 \$	1 000,00 \$	1 183,33 \$	1 400,00 \$
Taux le plus faible	1 000,00 \$	1 000,00 \$		
Taux le plus élevé			1 183,33 \$	1 400,00 \$
Taux le plus élevé moins taux le plus faible divisé par taux le plus faible équivaut au pourcentage de delta			18,3 %	40 %
Dans l'exemple ci-dessus, la soumission du soumissionnaire 2 serait jugée non recevable, car elle contient le taux moyen total le plus élevé qui a généré un pourcentage de delta supérieur à 30 %.				

(ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources, les points seront attribués de la façon suivante :

(A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

<u>Taux quotidien ferme proposé le plus bas</u>	x	Maximum de points attribués au
Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire		tableau 4 ci-dessous



Le soumissionnaire offrant le taux quotidien ferme le plus bas obtiendra le nombre maximum de points applicable indiqué au tableau 4 ci-dessous.

TABLEAU 4 – MAXIMUM DE POINTS ATTRIBUÉS						
CATÉGORIES DE RESSOURCES	PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (1 AN)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	TOTAL DES POINTS
Gestionnaire de projet – Niveau 2	150	100	150	100	100	600
Analyste des activités – Niveau 2	300	300	275	275	275	1425
Spécialiste, soutien des opérations – Niveau 3	225	225	225	225	225	1125
Modélisateur de données / Modélisateur en GI – Niveau 2	200	120	120	120	120	680
Architecte d'applications et de logiciels – Niveau 3	300	300	300	300	300	1500
Programmeur / réalisateur de logiciel – Niveau 3	300	300	300	300	300	1500
Programmeur / réalisateur de logiciel – Niveau 2	220	220	220	220	220	1100
Testeur principal – Niveau 2	120	120	120	120	120	600
Testeur – Niveau 2	220	220	220	220	220	1100
<b>TOTAL</b>	<b>2035</b>	<b>1905</b>	<b>1930</b>	<b>1880</b>	<b>1880</b>	<b>9630</b>

- (iii) **ÉTAPE 3 – NOTE FINANCIÈRE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira à deux décimales pour obtenir la note financière.

**(e) Justification des taux pour les services professionnels**

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Au moment d'évaluer les taux soumis pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix conformément à cet article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un taux au moins 20 % inférieur à la médiane des taux offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressources. Si le Canada demande une justification des prix, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat ou un autre identificateur unique du contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et a facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) pendant au moins 3 mois au cours de la période de dix-huit (18) mois précédant la date de la présente demande de justification des taux, et que les coûts facturés étaient égaux ou inférieurs au taux proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50 % des



tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s'agir d'une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l'on démontre qu'au moins 50 % des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d'une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50 % des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l'énoncé des travaux de la présente demande de soumissions;

- (iii) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter l'information (décrite ci-dessus ou pouvant être autrement demandée par le Canada, y compris l'information qui permettrait au Canada de vérifier les renseignements fournis concernant la ressource proposée) qui permettrait au Canada de déterminer s'il peut réellement se fier à la capacité du soumissionnaire de fournir les services requis aux taux indiqués dans la soumission. Lorsque le Canada détermine que l'information fournie par le soumissionnaire ne justifie pas des taux déraisonnablement bas, la proposition sera jugée irrecevable.

(f) **Formules des tableaux d'établissement des prix**

Si les tableaux des prix fournis aux soumissionnaires comprennent des formules, le Canada peut entrer de nouveau les prix fournis par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s'il estime que les formules ne fonctionnent plus correctement dans la version fournie par un soumissionnaire.

#### 4.4 Méthode de sélection

(a) **Évaluation des soumissions**

**Processus de sélection :** Le processus de sélection suivant sera suivi.

- (a) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés indiqués dans la demande de soumissions.
- (b) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note maximale qu'un soumissionnaire peut obtenir pour le mérite technique est de 60; la note maximale en ce qui concerne le prix est établie à 40.
- (A) Calcul de la note technique totale : on calculera la note technique totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique obtenue pour les critères techniques cotés par points à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).
- $$\frac{\text{Note technique}}{\text{Note technique maximale}} \times 60 = \text{Note technique totale}$$
- (Soumissionnaires, veuillez consulter la note technique maximale à la Pièce jointe 4.1.)
- (B) Calcul de la note financière totale : on calculera la note financière totale pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière obtenue pour l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat étant arrondi à deux décimales).

---

Note financière x 40 = Note financière totale  
Maximum de points attribués total  
(Soumissionnaires, veuillez consulter le  
maximum de points attribués total.)

- (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :

Note technique totale + note financière totale = note totale du soumissionnaire

- (c) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale, le soumissionnaire ayant obtenu la note technique totale la plus élevée sera classé au premier rang.
- (b) **Attribution de financement pour le contrat** : Lorsqu'un contrat est attribué, le montant de la limitation des dépenses sera déterminé à la discrétion du Canada.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par ce dernier. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### 5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être présentés avec l'offre, mais il est possible de les présenter après. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires demandés n'est pas fourni, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Si le soumissionnaire ne remet pas les attestations ou les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous dans le délai imparti, son offre sera jugée non recevable.

#### (a) Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ni lui ni un membre de la coentreprise, si le soumissionnaire est une coentreprise, ne sont nommés dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) qui figure sur le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, est nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, est nommé dans la « Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante la Pièce jointe « 5.1 », Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, remplie pour chaque membre de la coentreprise.

### 5.2 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat

#### (a) Services professionnels – Ressources

- (i) En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'il est exigé

par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ces derniers.

- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés avec sa soumission, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, il garantit que chaque personne proposée est en mesure d'exécuter les travaux prévus dans le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, en déposant une soumission, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande peut avoir pour conséquence de rendre la soumission non recevable.

(b) **Attestation linguistique – Anglais essentiel**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque personne proposée dans sa soumission devra pouvoir s'exprimer couramment en anglais. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

(c) **Présentation d'une seule soumission**

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu'il ne se considère pas comme étant « lié » à aucun autre soumissionnaire.

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisation valable, conformément à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - (ii) les personnes proposées par le soumissionnaire qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
  - (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens classifiés ou protégés, ou encore à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
- (b) On rappelle aux soumissionnaires d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (c) Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité industrielle de TPSGC (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la sécurité.

### **6.2 Capacité financière**

- (a) La clause A9033T du Guide des CCUA (16/07/2012), Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chacun des membres de celle-ci doit respecter les exigences relatives à la capacité financière.

## PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses suivantes s'appliquent à tout contrat découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### 7.1 Exigences

- (a) \_\_\_\_\_ (l'« **entrepreneur** ») consent à fournir au client les services décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix qui y sont énoncés. Cela comprend la prestation de services professionnels, à la demande du Canada, à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales globales.
- (b) **Client** : En vertu du client, le « **client** » est le ministère d'Agriculture et agroalimentaire Canada.
- (c) **Réorganisation du client** : Le changement de dénomination sociale, la réorganisation, le réaménagement ou la restructuration d'un client n'auront aucune incidence sur les obligations de l'entrepreneur (ni ne donneront lieu au paiement d'honoraires supplémentaires). La réorganisation, le réaménagement ou la restructuration du client s'entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d'origine. Peu importe le type de restructuration, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou chargé de projet, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la restructuration.
- (d) **Définitions** : Les termes et expressions définis dans les Conditions générales et dans les Conditions générales supplémentaires et employés dans ce contrat ont le sens qui leur est attribué dans ces Conditions générales ou dans ces Conditions générales supplémentaires. L'expression « utilisateur désigné » dans l'AMA fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat. Une référence à un « bureau local » de l'entrepreneur signifie un bureau ayant au moins un employé à temps plein qui n'est pas une ressource partagée qui y travaille

### 7.2 Autorisation de tâche

- (a) **Autorisations de tâches sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés « sur demande », au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâche doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une autorisation de tâche approuvée. L'entrepreneur convient que toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâche approuvée est effectuée à ses propres risques.
- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape de l'autorisation de tâche** : Les processus relatifs à l'établissement d'une autorisation de tâche, en réponse à une autorisation de tâche et à l'évaluation d'une autorisation de tâche sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'annexe A.
- (c) **Formulaire et contenu du projet d'autorisation de tâche** :
  - (i) Le chargé du projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen d'un projet d'autorisation de tâche à l'aide du formulaire figurant à l'appendice B de l'annexe A.
  - (ii) Le projet d'autorisation de tâche doit expliquer en détail les travaux à effectuer et doit également contenir les renseignements suivants :
    - (A) le numéro de tâche;

- (B) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera dans le projet d'AT, mais pas dans l'AT attribuée);
- (C) tout code financier à utiliser;
- (D) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
- (E) une description des travaux associés à la tâche, notamment les activités à réaliser et les produits livrables à présenter (comme des rapports);
- (F) les dates de début et de fin;
- (G) les dates clés des produits livrables et des paiements (s'il y a lieu);
- (H) le nombre de jours-personnes requis;
- (I) une note indiquant si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit;
- (J) le profil linguistique des ressources requises;
- (K) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur;
- (L) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, en indiquant s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum de l'autorisation de tâche (et dans le cas du prix maximum, l'autorisation de tâche doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'autorisation de tâche n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais);
- (M) toute autre contrainte pouvant avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

(d) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche** : L'entrepreneur doit fournir au chargé de projet, dans les deux jours ouvrables de la réception du projet d'autorisation de tâche (ou tout autre délai plus long précisé dans le projet d'autorisation de tâche), le coût total estimatif proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être établie selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une réponse, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution officielle de l'AT.

(e) **Limite des autorisations de tâche et responsabilités à l'égard de leur émission officielle** :

Pour être attribuée de façon officielle, une autorisation de tâche doit porter les signatures suivantes :

- (i) toute autorisation de tâche dont la valeur est inférieure ou égale à 300 000.00 \$ (excluant les taxes applicables) doit être signée par le chargé de projet;
- (ii) toute autorisation de tâche dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par le chargé de projet et l'autorité contractante.

Toute autorisation de tâche qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT officielle seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des

autorisations de tâches, ou réduire la valeur indiquée à l'alinéa (i) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

(f) **Rapports d'utilisation périodique :**

(i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément aux autorisations de tâche approuvée émises dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données requises ne sont pas disponibles, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si des services ne sont pas fournis pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées chaque trimestre à l'autorité contractante. De temps en temps, l'autorité contractante peut également exiger un rapport intérimaire au cours d'une période de référence.

(ii) Les trimestres sont définis comme suit :

- (A) premier trimestre : du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin;
- (B) deuxième trimestre : du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre;
- (C) troisième trimestre : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre;
- (D) quatrième trimestre : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de référence.

(iii) Chaque rapport doit contenir les informations suivantes pour chaque autorisation de tâche qui est approuvée et émise de façon officielle (et tel que modifié) :

- (A) le numéro de l'autorisation de tâche et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;
- (C) le nom, la catégorie de ressources et le niveau de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâches, le cas échéant;
- (D) le coût estimatif total précisé dans l'autorisation de tâche valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
- (E) le montant total dépensé jusqu'à présent, taxes applicables en sus, pour chaque tâche autorisée;
- (F) les dates de début et de fin de chaque tâche autorisée;
- (G) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâche).

(iv) Chaque rapport doit aussi contenir les informations cumulatives suivantes pour chaque autorisation de tâche émise de façon officielle (et tel que modifié) :

- (A) le montant (taxes applicables en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle;
- (B) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle.

(g) **Refus d'une autorisation de tâche ou soumission d'une réponse non valide :** L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'AT présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et



sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux Conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'autorisation de tâche. Par souci de clarté, chaque projet d'autorisation de tâche, identifiable par son numéro de tâche, ne comptera que pour un seul cas. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences du projet d'autorisation de tâche, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans le projet d'autorisation de tâche, selon un prix ne dépassant pas les taux établis à l'annexe B.

### 7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause :
- (i) La « **valeur maximale du contrat** » désigne le montant indiqué à la clause « **Limite des dépenses** ».
  - (ii) La « **valeur minimale du contrat** » représente \$20 000,00.
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou, à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie de cette obligation, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la période du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.
- (c) Si, pendant la durée du contrat, le Canada n'exige pas une quantité de travaux correspondant à la valeur minimale du contrat, il devra verser à l'entrepreneur la différence entre cette valeur et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
- (i) pour manquement;
  - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
  - (iii) pour des raisons de commodité dans les dix jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

### 7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et les conditions désignées par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le Guide des CCUA (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>), publié par TPSGC.

- (a) **Conditions générales :**
- (i) Le document 2035 (04/04/2016), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.
- En ce qui concerne l'article 30, Résiliation pour raisons de commodité, des Conditions générales 2035, la sous-section 04 est supprimée et remplacée par les sous-sections 04, 05 et 06 :
- 4. Les sommes auxquelles l'entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, le prix contractuel.
  - 5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et que les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à

l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :

- (a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;
- (b) le montant total payable selon la garantie des travaux minimums, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.

6. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui concerne les dommages-intérêts, la compensation, la perte de profit et l'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada toute partie de tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

(b) **Conditions générales supplémentaires :**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (16/08/2010), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4006 (16/08/2010), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## 7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité #19 et clauses connexes fournies par le Programme de sécurité industrielle), conformément à l'Annexe B de l'AMA, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### Exigence en matière de sécurité pour entrepreneur canadien : dossier TPSGC LVERS-SP #19

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET** tel que requis, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur doit respecter les dispositions :
  - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
  - b. du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

## 7.6 Période du contrat

(a) **Période du contrat** : La « **période du contrat** » représente toute la période au cours de laquelle l'entrepreneur est obligé d'exécuter les travaux et comprend :

- (i) la « **période initiale du contrat** » qui commence à la date d'attribution du contrat et qui prend fin un an plus tard;
- (ii) la période de prolongation de ce contrat, si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.

(b) **Option de prolongation du contrat** :

- (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus quatre périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.
- (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en faisant parvenir un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'échéance du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

## 7.7 Responsables

(a) **Autorité contractante**

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Silvana Mansour

Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Direction de l'acquisition de systèmes informatiques et de télécommunications

Adresse : 11, rue Laurier, Gatineau (Québec)

Téléphone : 873-469-4986

Télécopieur : 819-9565925

Adresse électronique : silvana.b.mansour@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus à la suite de la réception de demandes ou d'instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) **Chargé de projet**

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom :

Titre :

Organisation :

Adresse :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse électronique :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat, et il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

(c) **Représentant de l'entrepreneur**

*À remplir*

**7.8 Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la gestion de la fonction publique*, l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à l'Avis sur la politique sur les marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor.

**7.9 Paiement**

(a) **Base de paiement**

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix maximum:** Pour les services professionnels exigés par le Canada, en conformité avec une autorisation de tâche émise de façon officielle, le Canada paiera à l'entrepreneur, de façon rétroactive, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'autorisation de tâche, pour les heures réellement travaillées ainsi que pour tout produit issu de ce travail conformément aux tarifs journaliers fermes tout compris établis à l'annexe B, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées au prorata, une journée normale de travail étant de 7,5 heures.
- (ii) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que le contrat a été attribué à l'issue d'un processus concurrentiel. Aucun montant supplémentaire ne sera versé à l'entrepreneur en compensation d'erreurs, d'oublis ou de mauvaises interprétations ou estimations dans sa soumission.
- (iii) **Taux des services professionnels :** D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu'il propose plutôt de présenter quelqu'un d'une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l'équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l'imposition à l'entrepreneur de conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l'entrepreneur l'empêchant de soumissionner à l'avenir.

(b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâche émises de façon officielle, y compris toute modification, ne doit pas dépasser le montant énoncé à la page 1 du contrat, moins les taxes applicables. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane sont exclus, et les taxes applicables sont incluses.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation n'ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
- (iii) Il doit aviser l'autorité contractante par écrit du caractère approprié de cette somme :
  - (A) lorsque 75 % de la somme est engagée; ou

- (B) quatre mois avant la date d'expiration du contrat; ou
- (C) dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis et demandés dans toutes les autorisations de tâche autorisées, y compris toutes révisions,  
selon la première éventualité.
- (i) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds supplémentaires requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada.
- (c) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâche avec un prix maximum :** Pour chaque autorisation de tâche valide émise conformément au contrat et qui comprend un prix maximum :
  - (i) Le Canada paiera l'entrepreneur une fois par mois uniquement, conformément à la Base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, indiquant le nombre de jours et d'heures de travail effectués, pour justifier les montants réclamés sur la facture.
  - (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum pour l'autorisation de tâche, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur devra achever les travaux décrits dans l'autorisation de tâche et correspondant au prix maximum de l'autorisation de tâche. Si les travaux décrits dans l'autorisation de tâche sont terminés plus tôt que prévu, et que leur coût (en fonction de la durée des travaux confirmée par les feuilles de présence) selon les tarifs établis dans le contrat est inférieur au prix maximum de l'autorisation de tâche, le Canada ne sera pas tenu de payer que le temps consacré à la réalisation des travaux liés à l'autorisation de tâche.
- (d) **Vérification du temps**  
Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.
- (e) **Crédits de paiement**
  - (i) **Incapacité de fournir une ressource :**
    - (A) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource en services professionnels qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au tarif journalier (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de dix (10) jours.
    - (B) **Mesures correctives :** Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou durant trois mois sur une période de douze mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger le problème sous-jacent.
    - (C) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité minimum :** Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat conformément aux conditions générales pour manquement en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si :

- (1) le montant total de crédits pour un cycle de facturation mensuelle donné a atteint 10 p. 100 de la facture mensuelle; ou
- (2) les mesures correctives présentées par l'entrepreneur, décrites ci-dessus, n'ont pas été prises.

La résiliation du contrat entrera en vigueur à la fin de la période de trois (3) mois, sauf si le Canada détermine que l'entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant cette période.

- (ii) **Les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits s'appliquent pendant toute la durée du contrat.
- (iii) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne sont pas une pénalité et ne doivent pas être considérés comme tels.
- (iv) **Droit du Canada d'obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
- (v) **Droits et recours du Canada non limités** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.
- (vi) **Droits de vérification** : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.
- (f) **Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement**
  - (i) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses représentants fournissent des services dans les locaux du gouvernement dans le cadre du contrat et que ces locaux ne sont pas accessibles en raison de l'évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que le travail n'est pas effectué en raison de cette fermeture, le Canada n'a pas la responsabilité de payer l'entrepreneur pour le travail qu'il aurait exécuté s'il n'y avait pas eu de fermeture des bureaux.
  - (ii) Si l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents ne peuvent accéder aux locaux du gouvernement où ils assurent des services en vertu du contrat en raison d'une grève ou d'un lock-out, et que cette situation les empêche de faire leur travail, le Canada n'est pas tenu de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués s'il avait eu accès aux locaux.



#### 7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'information exigée dans les conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement, et elle doit porter les numéros d'autorisation de tâche applicables.
- (c) En soumettant des factures, l'entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l'exécution des travaux par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit remettre au chargé de projet l'original ainsi que deux copies de chaque facture, et une copie à l'autorité contractante.

#### 7.11 Attestations

- (a) Le respect continu des attestations qui accompagnent la soumission de l'entrepreneur, toute offre de prix pour l'autorisation de tâches et la coopération constante quant à la fourniture de renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

#### 7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la Liste « d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC constituera un manquement au contrat.

#### 7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois. *(Insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu.)*

#### 7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la convention, ainsi que les différentes clauses du Guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans le présent contrat;
- (b) les conditions générales supplémentaires, selon l'ordre suivant :
  - (i) 4002 (16/08/2010), Conditions générales supplémentaires – Services d'élaboration ou de modification de logiciels,
  - (ii) 4006 (16/08/2010), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux,
- (c) les conditions générales 2035 (04/04/2016) – besoins plus complexes de services;
- (d) l'annexe A, Énoncé des travaux, y compris ses appendices, comme suit :
  - (i) Appendice A de l'annexe A – Procédures d'attribution de tâches,

- (ii) Appendice B de l'annexe A – Formulaire d'autorisation de tâche,
- (iii) Appendice C de l'annexe A – Critères d'évaluation des ressources et tableau de réponses,
- (iv) Appendice D de l'annexe A – Attestations à l'étape de l'autorisation de tâche;
- (e) l'annexe B – Base de paiement;
- (f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) les autorisations de tâche émises de façon officielle et toute attestation requise (y compris toutes les annexes, s'il y en a);
- (h) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (inscrire la date de la soumission) [si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat], « clarifiée le \_\_\_\_\_ » ou « modifiée le \_\_\_\_\_ » (insérer la ou les dates des clarifications ou modifications, le cas échéant).

#### **7.15 R ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)**

- (a) Clause du guide des CUA A2000C (16/06/2006) R ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Cette clause ou la suivante (selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger) fera partie de tout contrat subséquent.

#### **7.16 R ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)**

- (a) Clause du guide des CUA A2001C (16/06/2006) R ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

#### **7.17 Exigences en matière d'assurances**

##### **(a) Conformité aux exigences en matière d'assurances**

- (i) L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances énoncées dans le présent article. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurances ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.
- (ii) L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.
- (iii) L'entrepreneur devrait faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, et le certificat d'attestation d'assurance doit confirmer que la police d'assurance satisfaisant aux exigences est en vigueur. Si le certificat d'attestation d'assurance n'est pas rempli et fourni comme il est demandé, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus sera considéré comme un manquement aux conditions générales. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

##### **(b) Assurance responsabilité civile commerciale**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui



habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

- (ii) La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
- (A) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - (B) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - (C) Produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur.
  - (D) Préjudices personnels : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - (E) Responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été établie pour chacun d'eux.
  - (F) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle.
  - (G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - (H) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable).
  - (I) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard.
  - (J) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - (K) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
  - (L) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
  - (M) Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.

(c) **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

- (i) L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par perte et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
- (ii) S'il s'agit d'une assurance responsabilité professionnelle sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- (iii) L'avenant suivant doit être compris :  
  
Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

**7.18 Limitation de la responsabilité – Gestion de l'information/technologie de l'information**

- (a) Le présent article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans le présent article de dommages causés par l'entrepreneur comprend les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires et ses représentants, ainsi que leurs employés. Le présent article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada de l'exécution ou de la non-exécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans le présent article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans le présent article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de première partie :**
  - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
    - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle, dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
    - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
  - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat et touchant des biens personnels ou des biens immobiliers qui appartiennent au Canada ou qui sont occupés par celui-ci.
  - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité dans le cadre du contrat. Chaque partie est également responsable de tous les dommages indirects, particuliers et consécutifs pour toute communication non autorisée de secrets de fabrication (ou des secrets de fabrication d'un tiers fournis par une partie à une autre aux termes du contrat) ayant trait à la technologie de l'information.
  - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cette disposition ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i) (A) susmentionné.

- (v) L'entrepreneur est également responsable de tout autre dommage direct causé au Canada par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapporte à :
- (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
  - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les frais directs identifiables afférents au Canada pour faire appel à une autre partie dans le cadre des travaux si le contrat est résilié en totalité ou en partie pour non-exécution, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa : 75 % du coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$.
- En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.
- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir, à ses frais, les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et ses données.
- (c) **Réclamations de tiers :**
- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par le tribunal comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
  - (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle ou d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par un tribunal compétent comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), lequel concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada la portion des dommages qu'il a causés sur le montant total que doit verser le Canada à un tiers sur ordre d'un tribunal, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle relativement à la violation des droits de propriétés intellectuelles; de blessures physiques, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout privilège sur toute portion des travaux; ou du non-respect de la confidentialité.
  - (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une envers l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans le paragraphe (c).

### 7.19 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est [REDACTED] et qu'elle est formée des membres suivants : *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission originale de l'entrepreneur]*.
- (b) Pour ce qui est des rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (i) [REDACTED] a été nommé en tant que « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
  - (ii) en informant le membre représentant, le Canada sera réputé avoir informé tous les membres de cette coentreprise;
  - (iii) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant seront réputées avoir été versées à tous les membres.
- (c) Tous les membres conviennent que le Canada peut, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de conflit entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce conflit nuit d'une manière ou d'une autre à l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution du contrat en entier.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification apportée à la composition de la coentreprise (soit un changement dans le nombre de ses membres ou la substitution d'une autre personne morale à un membre existant) constitue une cession et est soumise aux dispositions des conditions générales du contrat.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux biens contrôlés et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

**Remarque à l'intention des soumissionnaires :** Le présent article sera supprimé si le soumissionnaire auquel on attribue le contrat n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cette clause sera complétée par l'information de sa soumission.

### 7.20 Services professionnels – Généralités

- (a) L'entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, tels qu'ils sont précisés dans le présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent posséder les compétences décrites dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et à la cote de sécurité) et être capables de fournir les services exigés selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables (à l'exception d'une personne précise) ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au chargé de projet, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (c) L'article intitulé « Remplacement d'individus spécifiques » des Conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :

#### **Remplacement d'individus spécifiques**

- (i) Si l'entrepreneur ne peut fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq jours ouvrables suivant la réception de l'avis concernant le départ de la personne en question ou son incapacité à

entamer les travaux (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet), fournir à l'autorité contractante ce qui suit :

- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;
- (B) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale.

- (ii) Sous réserve d'un retard justifiable, lorsque le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
  - (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat en totalité ou en partie, pour manquement, en vertu de l'article intitulé « Manquement de la part de l'entrepreneur »;
  - (B) d'évaluer les renseignements fournis en vertu du sous-alinéa 7.10c) (i) ci-dessus ou, s'ils n'ont pas encore été fournis, d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant que le chargé de projet devra évaluer. Les compétences et l'expérience du remplaçant doivent être équivalentes ou supérieures à celles de la ressource initiale et être jugées satisfaisantes par le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l'accepter, exercer les droits décrits à la division 7.10c) (ii) (A) ci-dessus ou encore exiger qu'on lui propose un autre remplaçant en vertu de l'alinéa 7.10c).

En cas de retard justifiable, le Canada pourra exercer les options décrites à la division c) (ii) (B) ci-dessus au lieu de résilier le contrat en vertu de l'article « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

#### **7.21 Préservation des supports électroniques**

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

## 7.22 Exigences relatives à la production de rapports

L'entrepreneur doit remettre au chargé de projet les rapports identifiés dans chaque autorisation de tâche conformément à l'article 3.4.1 de l'Énoncé des travaux aux dates précisées dans chaque autorisation de tâche.

## 7.23 Déclarations et garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de sa propre expérience et expertise et de celles des ressources qu'il propose qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et à l'émission d'autorisations de tâches. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces déclarations pour lui attribuer le contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des autorisations de tâche. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura et maintiendra pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

## 7.24 Mise en œuvre

- (a) **Mise en œuvre des services professionnels** : Si des services professionnels similaires sont actuellement fournis par un autre fournisseur ou par le personnel du Canada, l'entrepreneur est tenu de s'assurer que la transition vers les services qu'il offre en vertu du contrat n'aura pas de répercussions sur les opérations du Canada et de ses utilisateurs, et qu'elle n'entraîne pas une dégradation dans la rapidité ou la qualité du service. L'entrepreneur est tenu d'offrir à ses employés la formation supplémentaire nécessaire pour la réalisation des travaux; le temps passé en formation ou pour se familiariser avec l'environnement du client ne peut être facturé au Canada. On estimera la transition terminée lorsque l'entrepreneur aura démontré, à la satisfaction du chargé de projet, qu'il est en mesure de réaliser les travaux. La transition doit se terminer au plus tard trois mois après l'attribution du contrat. Les coûts associés au fait de démontrer que l'entrepreneur est en mesure de fournir les services professionnels sont à la charge de ce dernier.

## 7.25 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'identifier en tant que représentants de l'entrepreneur avant le début de la réunion afin de garantir que chaque participant à la réunion est au courant du fait que ces personnes ne sont pas des employés du gouvernement du Canada.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce, en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la suite d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.

- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.



## **ANNEXE A**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

#### **1. Besoin**

La Direction générale des systèmes d'information (DGSi) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) nécessite des services informatiques professionnels aux fins de prestation de services de conception et de tenue à jour d'applications des **programmes de gestion des risques de l'entreprise (PGRE)**. Ces derniers appuient les objectifs de la Direction des programmes du revenu agricole (DPRA), membre de la Direction générale des programmes d'AAC.

Ces services sont nécessaires afin de combler l'engagement de la DPRA de soutenir les programmes Agri-stabilité, Agri-investissement et les autres programmes administrés par cette direction. La majorité des travaux requis se rapporte à la conception et à la tenue à jour des applications d'Agri-stabilité et d'Agri-Investissement déployées dans les PGRE. Les ressources de l'entrepreneur fourniront les services de conception et de tenue à jour, notamment en matière de correction et de vitalité du système, en plus d'apporter des améliorations mineures et importantes aux applications existantes de ces programmes.

#### **2. Contexte**

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) oriente la croissance et le développement d'un secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire compétitif, innovateur et durable.

Il incombe à la DGSi d'exécuter la mise en œuvre et la maintenance de la technologie de l'information (TI) sous-jacente aux opérations courantes à AAC. Cette responsabilité comprend la mise en place et la gestion des systèmes d'information administrative, la coordination de la mise en place de systèmes d'information dans l'ensemble du ministère, de même que la gestion des réseaux ministériels qui relient les programmes et régions. Cette direction générale doit également assurer la connexion du ministère à ses partenaires de portefeuille. De plus, elle appuie la planification et la garantie de la participation du Ministère à des initiatives de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI) pangouvernementales et interministérielles.

AAC appuie la prestation, effectuée par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT), des programmes et services agricoles coordonnés du gouvernement qui se concentrent sur l'innovation, la concurrence et l'expansion des marchés, de façon à s'assurer que les producteurs et transformateurs possèdent les outils et ressources dont ils ont besoin afin de continuer à innover et à tirer parti des occasions qui se présentent dans les marchés émergents. Cela comprend un ensemble exhaustif de programmes de gestion des risques de l'entreprise, comme Agri-investissement, Agri-stabilité, Agri-protection et Agri-relance, dont le but consiste à aider les agriculteurs à gérer les risques liés à des catastrophes et à une importante volatilité des marchés. Grâce aux initiatives Agri-risques, les gouvernements aideront aussi l'industrie à étudier, à élaborer et à mettre en œuvre de nouveaux outils de gestion des risques agricoles.

#### **Programmes de gestion des risques de l'entreprise (PGRE)**

Le projet de modules de prestation des PGRE a été réalisé en mai 2010. Ces modules consistent en plusieurs cadres ou modules qu'on peut employer ensemble en vue de créer une application de



prestation de programme. AAC détermine, pour chaque nouveau programme ministériel, les modules nécessaires à sa prestation, puis entreprend la conception connexe afin d'ajouter des fonctionnalités ou de configurer ceux-ci en fonction des règles opérationnelles et exigences du programme ministériel (p. ex., les paramètres du programme). Ces modules et configurations représentent une application de prestation de programme (à savoir, une instance du système) qui appuie la gestion et la prestation de ce dernier.

À l'heure actuelle, on fait appel aux PGRE afin d'offrir les programmes Agri-investissement et Agri-stabilité.

**Agri-investissement** aide les producteurs à gérer de légères baisses de revenu. Il consiste en un compte d'épargne à leur intention. Ceux qui effectuent un versement à leur compte Agri-investissement reçoivent une contribution de contrepartie du gouvernement. Ils peuvent ensuite retirer des fonds à en fonction de leur besoin.

**Agri-stabilité** est pour sa part fondé sur les marges et soutien le revenu agricole des producteurs qui subissent d'importantes pertes de revenu. Ce programme, comprenant des droits d'inscription, remplace la couverture auparavant fournie par le Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA) à ceux accusant des pertes supérieures à 15 %. En effet, le producteur reçoit un paiement lorsque sa marge de l'année courante diminue de plus de 15 % par rapport à celle de référence des années antérieures.

### **Technologie et outils de conception de logiciels**

Les applications du PGRE constituent des applications multiniveaux écrites en Java JEE et font appel à une base de données relationnelle aux fins de persistance. En outre, elles offrent une interface client utilisateur léger accessible par l'entremise d'un navigateur Web. En outre, elles respectent les normes et lignes directrices ministérielles d'AAC qui se rapportent à ce type d'application.

La maintenance et la conception de ces applications sont réalisées dans le respect des normes et processus de conception de logiciels établis au sein du Ministère.

- AAC a établi des normes relatives aux composants des PGRE, ce qui comprend des éléments d'architecture logicielle, comme des cadres logiciels servant à la persistance et à l'intégration de données, de même que la présentation et la mise en œuvre du domaine opérationnel.
- Le ministère a choisi des logiciels d'exploitation tels qu'un conteneur d'application, un logiciel de gestion de base de données et un logiciel pour le serveur Web sur lequel fonctionnent les PGRE.
- En ce qui a trait à l'exploitation de ces applications, il a établi des environnements de développement, d'essai et de production comportant des éléments matériels et logiciels.
- AAC a également déterminé quels outils de conception de logiciels serviront à la création et à la maintenance des applications des PGRE.
- Il a établi des procédures de gestion du processus de maintenance des logiciels, notamment l'approbation des travaux et l'autorisation de la mise en œuvre de modifications des applications des PGRE dans les divers environnements.

La **pièce jointe 1** de l'annexe A décrit ces normes, outils et processus de façon plus détaillée.

## **3. Portée des travaux**

### **3.1 Résumé des travaux**

Les travaux entrepris en vertu de ce contrat visent à assurer le processus de prestation et la gestion efficaces de la création ainsi que de la maintenance des applications comprises dans les PGRE

d'AAC. Dans ce contexte, la conception correspond à la conception logicielle d'applications existantes en vue d'y ajouter des fonctionnalités et d'y intégrer de nouveaux éléments, ainsi que la réalisation de travaux de programmation et de mise en œuvre, comme il est défini dans toute autorisation de tâche (AT).

Les services de conception et de maintenance d'applications liées au PGRE et au cadre d'application connexe comprennent, notamment :

- i. la gestion du cycle de vie de création de systèmes (à savoir, la planification et analyse, la conception, l'élaboration, la mise en œuvre et la maintenance);
- ii. l'analyse des besoins opérationnels, la détermination des exigences et la documentation;
- iii. la conception du développement des applications et les documents connexes;
- iv. la mise à l'essai et la mise en œuvre des applications;
- v. la maintenance et le soutien relatif à celles-ci;
- vi. la détermination des causes des défaillances des applications des PGRE dans l'environnement de développement, d'essai et de production;
- vii. le transfert du savoir aux employés d'AAC.

Il se peut qu'on exécute de multiples tâches de développement à la fois; les ressources de l'entrepreneur travailleront donc peut-être simultanément sur des autorisations de tâche distinctes, associées à des fonctionnalités, interfaces ou intégrations d'application différentes.

L'entrepreneur doit exécuter les travaux requis en employant les technologies et outils de conception de logiciels normalisés d'AAC indiqués dans chaque AT. La pièce jointe 1 du présent énoncé des travaux (EDT) explique les normes actuelles et les orientations à venir du ministère, qui peuvent changer au fil du temps. L'entrepreneur doit s'assurer que ses ressources maîtrisent ces technologies et possèdent la formation ainsi que l'équipement nécessaire pour travailler avec celles-ci.

Les ressources de l'entrepreneur formeront une équipe de prestation intégrée qui collaborera avec d'autres ressources, notamment celles d'AAC, en vue de fournir les services. On s'attend à ce que les ressources de l'entrepreneur continuent d'utiliser, dans l'exécution des services prévus au marché, les outils, méthodes et systèmes déjà établis ou approuvés par le ministère dans le cadre de la conception et de la maintenance des applications.

En outre, elles doivent consigner en intégralité leur travail, conformément aux pratiques exemplaires et aux normes d'AAC (telles qu'établies dans la pièce jointe 1 de l'annexe A et remises à l'entrepreneur lors de la passation de marché). Cette procédure permet de veiller à ce qu'on mette en œuvre tout changement futur qu'on pourrait devoir apporter à la configuration et au déploiement dans le respect du processus de contrôle du changement d'AAC.<sup>1</sup>

Les ressources d'éployées de l'entrepreneur doivent, dans le cadre de l'exécution de leurs tâches attribuées en vertu d'une AC ou sur demande du responsable de projet, respecter les lignes directrices

---

<sup>1</sup> Le processus de contrôle des changements d'AAC est régi par le Comité de contrôle des changements (CCC), composé de fournisseurs de services de la DGSI qui évaluent l'incidence des changements et approuvent le calendrier de distribution connexe dans les applications ministérielles. Le CCC soutient la mise en œuvre efficace des changements, atténue leur incidence dans l'environnement de production d'AAC et fournit, en temps opportun, de l'information de gestion exacte relative aux changements apportés aux applications d'AAC. En outre, il examine toutes les modifications proposées selon un calendrier établi.

du SCT et satisfaire aux exigences de la Politique sur la sécurité du gouvernement relativement au traitement d'information confidentielle et protégée, particulièrement dans le cadre de la transmission de ladite information au moyen de dispositifs de stockage portatifs et de technologies sans fil.

### **3.2 Exigences relatives aux ressources de services professionnels**

#### **3.2 Catégories de ressources**

La DGSI a défini un ensemble de ressources « d'équipe de base » pour cette exigence, qui englobe les domaines d'expertise clé essentiels à la réalisation des travaux, ainsi que des catégories additionnelles qui représentent le service de soutien occasionnel.

##### **3.2.1 Ressources de base**

L'équipe de ressources de base suivante correspond aux catégories et niveaux de ressources auxquels la DGSI prévoit faire fréquemment appel dans le cadre du contrat.

- a) P.9 Gestionnaire de projets, niveau 2 – nombre requis : 1.
- b) B.1 Analyste des activités, niveau 2 - Nombre requis : 1.
- c) B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3 - Nombre requis : 1.
- d) I.4 Modélisateur de bases de données et en GI, niveau 2 - Nombre requis : 1.
- e) A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3 - nombre requis : 1.
- f) A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3 - nombre requis : 1.
- g) A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2 - nombre requis : 1.
- h) A.10 Testeur principal, niveau 2 - Nombre requis : 1.
- i) A.11 Testeur, niveau 2 - nombre requis : 1.

##### **3.2.1 Ressources supplémentaires**

Par « ressources supplémentaires », on entend les ressources fournies en vertu du marché que le responsable de projet ne considère pas comme une ressource de l'équipe de base ni de réserve. Les catégories connexes correspondent aux ressources qu'on prévoit être requises uniquement à l'occasion, à la demande d'AAC.

Voici ces catégories, dont la DGSI peut avoir besoin :

- a) P.7 Coordonnateur de projet, niveau 2;
- b) I.4 Modélisateur de données et en GI, Niveau 3.

### **3.3 Tâches**

#### **3.3.1 Mise en œuvre du marché**

L'entrepreneur doit participer, sans frais pour AAC, à une réunion de mise en œuvre du marché avec le responsable de projet du ministère. Ce dernier doit fournir l'ordre du jour de cette réunion dans les deux jours suivant l'attribution du contrat.

Le gouvernement du Canada s'attend à ce que cette réunion consiste en une rencontre en personne dans les locaux d'AAC à Winnipeg, tenue dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la transmission de l'ordre du jour. L'entrepreneur doit participer à toute réunion additionnelle, s'il y a lieu, à la discrétion du responsable de projet.

### **3.3.1.1 Méthodologie de l'entrepreneur**

Au cours de la réunion de lancement du marché, l'entrepreneur doit présenter un exposé oral décrivant son approche de réalisation des travaux prévus au contrat, notamment :

- a) sa méthode de gestion de projet;
- b) sa méthode de conception d'applications;
- c) son plan de gestion de la qualité (reportez-vous à la section 3.3.1.4 ci-dessous);
- d) son plan de documentation des réalisations attendues (reportez-vous à la section 3.3.1.5 ci-dessous);
- e) son approche de gestion du marché.

### **3.3.1.2 Méthode de gestion de projet**

L'entrepreneur doit, sans frais supplémentaires pour le Canada, utiliser une méthode afin de gérer l'exécution de tous les travaux. Cette méthode doit lui permettre de gérer ses ressources de services professionnels, de façon à veiller à ce que tous les travaux soient achevés dans le respect des limites budgétaires et temporelles convenues, et de s'assurer que toutes les réalisations attendues satisfont aux exigences d'AAC. La méthode de gestion du projet doit tenir compte, entre autres, des domaines de gestion de projet suivants :

- a) le risque;
- b) les ressources humaines, y compris le transfert continu des connaissances entre les membres du personnel de l'entrepreneur);
- c) la portée;
- d) l'échéancier;
- e) les communications;
- f) l'incidence organisationnelle;
- g) le rendement technique.

### **3.3.1.3 Méthode de conception d'applications**

- a) Le Processus rationnel unifié (PRU) constitue le cadre de processus de développement logiciel itératif d'AAC pour toutes les nouvelles tâches de conception d'applications au ministère.
- b) L'entrepreneur doit utiliser, sans frais pour le Canada, une méthode de conception d'applications et un ensemble d'outils officiels afin de planifier, de concevoir et de créer les applications Java visées par ce marché.
- c) La méthode et l'ensemble d'outils de conception qu'il utilise doivent respecter le PRU ou pouvoir s'y adapter selon l'emploi qu'AAC en fait. De plus, il doit assumer les coûts associés à la conversion et à l'adaptation à ce sujet.
- d) Il incombe à AAC de réaliser l'essai d'acceptation par les utilisateurs relativement à la conception de nouvelles applications.

### **3.3.1.4 Gestion de la qualité**

- a) L'entrepreneur doit faire appel à un processus officiel de gestion de la qualité (GQ) dans le cadre de la prestation de services en vertu du contrat.
- b) Il doit soumettre son plan de gestion de la qualité à la passation du marché. Celui-ci doit comprendre des processus internes d'assurance de la qualité (AQ) en vue d'assurer la qualité et la fonctionnalité générale des applications Java ainsi que de la conception d'applications fournies en vertu de ce contrat. Le plan de GQ doit aussi comporter des processus d'examen, d'inspection

et d'essai nécessaires en vue de valider que les réalisations attendues ainsi que les services offerts respectent les spécifications et exigences de chaque AT.

- c) En outre, ce plan doit garantir que les ressources ont reçu une formation officielle portant sur les processus et le programme de GQ de l'entrepreneur.

### **3.3.1.5 Gestion de la documentation des réalisations attendues**

- a) L'entrepreneur doit utiliser un processus de gestion de documentation des réalisations attendues, qu'il emploiera afin de s'assurer qu'AAC ou un entrepreneur subséquent puissent facilement comprendre l'ensemble des réalisations attendues du marché et effectuer le suivi connexe.
- b) Il doit soumettre son plan de documentation des réalisations attendues à la passation du marché. Celui-ci doit présenter une approche à cet égard, notamment quant au code logiciel qu'on conçoit dans en vertu de ce marché de même qu'à la maintenance de la bibliothèque électronique (comme décrite à la section 3.4.2) réalisée tout au long du contrat.

### **3.3.6.1 Examen et acceptation d'AAC**

- a) La méthode de l'entrepreneur, présentée et soumise à la passation du marché (reportez-vous aux sections 3.3.1.1 à 3.3.1.5) doit satisfaire aux exigences établies dans le présent EDT.
- b) En suite à la réunion de lancement du marché, le responsable de projet d'AAC transmettra de la rétroaction à l'entrepreneur et traitera avec lui des ajustements que ce dernier doit apporter à sa méthode.
- c) L'entrepreneur doit revoir et finaliser sa méthode et ses plans en fonction de la rétroaction d'AAC. De plus, il doit soumettre la version définitive de ces éléments au responsable de projet d'AAC, aux fins d'examen et d'approbation, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de la rétroaction du Ministère.

### **3.3.2 Transition en début de contrat**

AAC prévoit qu'on émette une exigence de tâche initiale (c.-à-d., la tâche no 1) dès la tenue de la réunion de lancement de marché, en vue de permettre le transfert des connaissances des ressources actuelles, s'il y a lieu. On s'attend également à ce qu'on réalise cette étape de transition au cours des trois (3) premiers mois, dans une période plus longue, établie dans l'autorisation de tâche émise par AAC.

L'équipe intégrale de ressource de base définie à la section 3.2.1.1 doit être en mesure de commencer les travaux à AAC, à Winnipeg, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de la première AT du Ministère.

#### **3.3.2.1 Gestion de la transition**

On s'attend à ce que les ressources déployées de l'entrepreneur continuent, dans le cadre de la prestation des services en vertu de ce marché, d'utiliser les outils, méthodes et systèmes déjà établis et approuvés par AAC quant à la conception et à la maintenance des applications.

L'entrepreneur doit assurer à ses frais toute formation nécessaire afin que ses ressources soient en mesure de réaliser des affectations particulières à AAC, hormis celle offerte au cours de la période initiale de trois (3) mois ou d'une durée supérieure établie par AAC dans la première autorisation de tâche au lancement du marché (reportez-vous à la section 3.3.2). Le Canada n'offrira pas de formation dans le domaine de la technologie. Il fournira, dans la mesure du possible, des normes, des politiques, des lignes directrices et tout autre document pertinent qui décrit la conception de même que la configuration des

systèmes d'application, de même que d'autres moyens d'aider les ressources de l'entrepreneur à travailler sur les systèmes des applications d'AAC.

### **3.3.3 Catégorie de ressource selon les tâches**

#### **P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2**

Les responsabilités des gestionnaires de projet de niveau 2 comprennent notamment :

- a) la gestion du projet et la supervision de la conception d'une application Web, en soutien aux projets d'AAC;
- b) la préparation et la présentation d'exposés oraux à l'intention de la haute direction;
- c) l'élaboration de plans de projet comprenant les objectifs du projet, les prévisions budgétaires, la composition, les rôles et responsabilités de l'équipe du projet ainsi que son mandat;
- d) l'emploi de Microsoft Project en vue de planifier les activités relatives au projet et d'assurer leur suivi;
- e) la gestion continue des risques tout au long du projet de conception d'applications.

#### **P.7 Coordonnateur de projet, niveau 2**

Les responsabilités du coordonnateur de projet de niveau 2 comprennent notamment :

- a) le soutien des équipes de projet de TI-GI, y compris le directeur et le gestionnaire du projet;
- b) l'aide à la préparation des plans de travail de projet officiels, y compris la répartition des travaux, les échéanciers et les représentations graphiques;
- c) la tenue à jour de l'information et des documents pertinents dans les dossiers papier et électroniques, ainsi que la tenue des applications et bibliothèques systèmes du projet;
- d) la communication avec les membres d'équipe de projet relativement aux affaires administratives liées au projet et au suivi des demandes de modification du projet;
- e) la coordination et la préparation des documents relatifs aux rapports prévus et ponctuels, aux comptes rendus et aux observations.

#### **B.1 Analyste des activités, niveau 2**

Les responsabilités de l'analyste fonctionnel de niveau 2 comprennent notamment :

- a) l'analyse des exigences fonctionnelles en vue de déterminer les renseignements, procédures et chemins décisionnels en respectant l'analyse des exigences du PRU;
- b) la préparation de schémas de processus d'activités et de flux de travaux généraux en se servant de la méthode du langage de modélisation unifié (UML) ainsi que des outils logiciels de modélisation organisationnels;
- c) la tenue de rencontres avec les clients et de séances de conception conjointe des applications en vue de déterminer les exigences opérationnelles détaillées et de consigner les exigences liées aux cas d'utilisation qui en découlent;

- d) la détermination des processus à modifier, l'établissement des prototypes de solutions suivant la méthode d'architecture axée sur le service et la détermination des modifications à apporter aux processus automatisés.

### **B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3**

Les responsabilités du spécialiste du soutien opérationnel de niveau 3 comprennent notamment :

- a) l'administration du système;
- b) l'installation ainsi que la maintenance de serveurs Web, d'applications et des logiciels connexes;
- c) l'élaboration de même que la consignation des procédures opérationnelles ou des architectures logiques et des configurations systèmes;
- d) la conception des architectures techniques assurant l'intégration de tous les aspects techniques d'une solution de TI;
- e) l'élaboration des plans de mise en œuvre de l'infrastructure technique;
- f) l'installation et la surveillance d'aspects particuliers du plan d'infrastructure technique;
- g) la configuration et l'optimisation des installations techniques;
- h) la création et le dépannage de scripts côté serveur (p. ex., Perl, Linux Shell, PHP et ColdFusion);
- i) la détermination et la résolution de problèmes de rendement des serveurs ou de connectivité des services;
- j) la configuration et la gestion des dépôts de codes sources Subversion (SVN), du logiciel de repérage des bogues JIRA ou de l'outil de création automatisé Team City.

### **I.4 Modélisateur de bases de données et en GI, niveau 3**

Les responsabilités du modélisateur de bases de données et en GI de niveau 3 comprennent notamment :

- a) la conception d'applications Java ou JEE au moyen d'Oracle version 11g ou plus récente, ou de PL/SQL;
- b) l'écriture ou l'adaptation d'énoncés SQL complexes;
- c) l'élaboration de modèles de données SGBDR (système de gestion de base de données relationnelle) Oracle, à savoir des modèles conceptuels, logiques ou matériels;
- d) l'élaboration et la mise en œuvre des plans de conversion ou de migration des données et des procédures, ou la validation des données converties ou transférées pour Oracle (version 9i ou plus récente);
- e) le soutien de nouvelles applications Java ou JEE sur un système dorsal Oracle en effectuant les tâches suivantes :
  - i. formuler des recommandations relatives à une nouvelle application;
  - ii. élaborer les procédures et les scripts;
- f) élaborer des procédures d'essai en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de nouvelles applications.

#### **I.4 Modélisateur de bases de données et en GI, niveau 2**

Les responsabilités du modélisateur de bases de données et en GI de niveau 2 comprennent notamment :

- a) la conception d'applications Java ou JEE au moyen d'Oracle version 11 ou plus récente, ou de PL/SQL;
- b) l'écriture ou l'adaptation d'énoncés SQL complexes;
- c) l'élaboration de modèles de données SGBDR Oracle, à savoir des modèles conceptuels, logiques ou matériels;
- d) l'élaboration et la mise en œuvre des plans de conversion ou de migration des données et des procédures, ou la validation des données converties ou transférées pour Oracle (version 11g ou plus récente);
- e) le soutien de nouvelles applications Java ou JEE sur un système Oracle dorsal en élaborant des procédures et des scripts;
- f) la mise à l'essai des procédures en vue de la conception, de l'intégration et de la mise à l'essai de nouvelles applications.

#### **A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3**

Les responsabilités de l'architecte d'applications et de logiciels de niveau 3 comprennent notamment :

- a) l'emploi des méthodes, technologies et outils suivants dans le cadre de projets de conception d'applications Java ou JEE :
  - i. Mojava ou un autre cadre JavaServer Faces (JSF) à titre de cadre d'application Web;
  - ii. un cadre libre d'accès en vue de mettre en œuvre les services Web;
  - iii. Hibernate à titre de cadre de persistance;
  - iv. Spring comme cadre d'inversion de contrôle;
  - v. Oracle SGBDR aux fins de stockage des données persistantes par l'entremise de Hibernate.
- b) l'emploi des méthodes, technologies et outils suivants dans le cadre de travaux de conception d'applications Java ou JEE :
  - i. une architecture de composants dissociés axée sur des modèles (p. ex., modèle-vue-contrôleur, inversion de contrôle, service d'application et façade de service, objets opérationnels ou objets d'accès aux données);
  - ii. Oracle WebLogic Application Server version 12.1.2 ou plus récente;
  - iii. des technologies d'intégrations fondées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.)
  - iv. Eclipse ou un outil fondé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.
- c) l'exécution des activités suivantes dans le cadre des travaux de conception d'applications Java ou JEE :



- i. la conception et la création de composants génériques, spécialement conçus de façon à ce qu'on puisse les réutiliser (p. ex., Eclipse UML2, MyEclipse UML ou Apollo pour Eclipse, No Magic MagicDraw, Gentleware Poseidon pour UML).
- d) l'utilisation des politiques, normes, lignes directrices et procédures de sécurité de la TI en vue d'élaborer les stratégies et les cadres d'architecture technique;
- e) le développement d'architectures d'applications et de logiciels, ce qui comprend :
  - i. l'analyse des besoins fonctionnels pour relever l'information, les procédures et le flux décisionnel;
  - ii. la détermination des exigences relatives aux améliorations à apporter aux bases de données existantes en établissant les besoins de renseignements des utilisateurs ainsi que les exigences fonctionnelles et de rendement des systèmes;
  - iii. l'harmonisation des modèles relatifs aux objets du domaine d'activité au moyen d'un modèle de données.
- f) l'utilisation conjointe de Java ou de JEE et de bases de données Oracle aux fins :
  - i. de développement des applications, sous-systèmes et interfaces de systèmes interexploitables, services modulaires et processus opérationnels;
  - ii. l'élaboration des spécifications fonctionnelles et relatives à la conception de système;
  - iii. la modification manuelle des codes et la modification de l'interface utilisateur;
- g) la direction d'une équipe de développement qui utilise le processus de développement PRU.

#### **A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3**

Les responsabilités du programmeur-concepteur de logiciels de niveau 3 comprennent notamment :

- a) l'utilisation d'outils de conception d'applications Java et des bases de données Oracle aux fins :
  - i. de conception des applications, sous-systèmes et interfaces de systèmes interexploitables, services modulaires et processus opérationnels;
  - ii. de direction des équipes de production de solutions;
  - iii. de mise en œuvre des normes de services Web, entre autres WSDL, WS- \* et REST;
  - iv. de conception, de mise en œuvre et d'essai des applications Java ou J2EE d'entreprise.
- b) l'utilisation d'outils de conception d'applications Java conjointement à des bases de données Oracle afin d'élaborer les spécifications fonctionnelles ou relatives à la conception du système, ou de changer manuellement les codes et de modifier l'interface utilisateur;
- c) la direction d'une équipe de développement qui utilise le processus de développement PRU.
- d) la production d'un système opérationnel (y compris tous les formulaires ou interfaces graphiques utilisateurs, manuels ou documents, codes sources de l'application prêts pour la production, fichiers exécutables ou de données et procédures d'exploitation) au moyen des éléments suivants :
  - i. des outils de conception d'application Java et des bases de données Oracle (version 11g ou plus récente);
  - ii. Eclipse ou outil fondé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré;
  - iii. Hibernate à titre de cadre de persistance;
  - iv. Spring comme cadre d'inversion de contrôle;

- v. Mojava ou autre cadre JSF à titre de cadre d'interface utilisateur Web.
- e) l'utilisation des méthodes, technologies et outils suivant dans le cadre de travaux de conception d'applications Java ou JEE :
  - i. une architecture de composants dissociés fondée sur des modèles de conception suivants : Model View Controller (MVC); Inversion of Control (IOC), Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object;
  - ii. un cadre en libre accès en vue de mettre en œuvre les services Web;
  - iii. Oracle (version 11g ou plus récente) aux fins de stockage des données persistantes;
  - iv. Oracle WebLogic Application Server version 12.1.2 ou plus récente.

#### **A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2**

Les responsabilités du programmeur-concepteur de logiciels de niveau 2 comprennent notamment :

- a) l'utilisation d'outils de développement d'applications Java et des bases de données Oracle pour :
  - i. le développement d'applications, de sous-systèmes et d'interfaces de systèmes interexploitables, de services modulaires et de processus opérationnels;
  - ii. la participation dans une équipe de développement en vue de fournir les solutions;
  - iii. la mise en œuvre de normes de services Web, entre autres WSDL, WS- \* et REST;
  - iv. la conception, la mise en œuvre et la mise à l'essai d'applications Java/JEE d'entreprise.
- b) l'utilisation d'outils de développement d'applications conjointement à des bases de données Oracle afin d'élaborer les spécifications fonctionnelles et les spécifications relatives à la conception du système ou de changer manuellement les codes et de modifier l'interface utilisateur;
- c) la participation dans une équipe de développement qui utilise le processus de développement PRU;
- d) la production d'un système opérationnel (y compris tous les formulaires ou interfaces graphiques utilisateurs, les manuels ou documentation, les codes sources de l'application prêts pour la production, les fichiers exécutables, les fichiers de données et les procédures d'exploitation) au moyen des éléments suivants :
  - i. des des outils de développement d'application Java conjointement à des bases de données Oracle (version 11g ou plus récente);
  - ii. Eclipse ou un outil fondé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré;
  - iii. Hibernate à titre de cadre de persistance;
  - iv. Spring comme cadre d'inversion de contrôle;
  - v. Mojava ou autre cadre JSF à titre de cadre d'interface utilisateur Web.
- e) l'utilisation des méthodes, technologies et outils suivant dans le cadre de travaux de développement d'applications Java/JEE :
  - i. une architecture de composants dissociés fondée sur l'un des modèles de conception; un des systèmes suivants : modèle-vue-contrôleur, inversion de contrôle, service d'application et façade de service, objets opérationnels ou objets d'accès aux données;
  - ii. un cadre libre d'accès en vue de mettre en œuvre les services Web;
  - iii. Oracle (version 11g ou plus récente) aux fins de stockage des données persistantes;

- 
- iv. Oracle WebLogic Application Server version 12.1.2 ou plus récente.

#### **A.10 Testeur principal, niveau 2**

Les responsabilités du coordonnateur des essais de niveau 2 comprennent notamment :

- a) la planification des essais relatifs aux applications Java ou JEE;
- b) la planification et l'exécution des essais unitaires, intégrés ou de rendement;
- c) l'élaboration des recommandations relatives à la planification des essais en vue de l'acceptation et de la mise en œuvre des applications;
- d) la rédaction de la méthode des essais ou des documents relatifs à la planification des essais (c.-à-d., des documents relatifs à la stratégie des essais) ainsi que la préparation des documents de présentation connexes.

#### **A.11 Testeur, niveau 2**

Les responsabilités du testeur de niveau 2 comprennent notamment :

- a) la réalisation de la planification des essais relatifs aux applications utilisant Java ou JEE, ce qui comprend :
  - i. l'utilisation d'outils automatisés servant à repérer les bogues et les problèmes (p. ex., JProfiler, Rational Suite, etc.);
  - ii. le respect des procédures et processus d'essai;
  - iii. la bonne exécution des plans d'essais;
  - iv. de l'orientation technique offerte aux intervenants durant l'étape des essais d'acceptation des utilisateurs;
  - v. le travail avec les groupes de conception et d'assurance de la qualité.
- b) la planification et l'exécution des essais unitaires, intégrés et de rendement;
- c) l'élaboration de la mise à l'essai des applications utilisant Java ou JEE.

### **3.4 Réalisations attendues**

#### **3.4.1 Généralités**

Les réalisations attendues seront indiquées dans chaque autorisation de tâche et peuvent comprendre, entre autres, toute combinaison des éléments suivants.

- i. Le lancement de la conception des applications, notamment :
  - a) la rédaction d'une charte de projet, de plans de projet et des documents connexes;
  - b) la réalisation d'analyses de rentabilisation;
  - c) la réalisation d'une analyse des options,
  - d) la création des documents de validation de principe quant au développement d'applications.
- ii. La planification des applications, notamment :
  - a) l'élaboration de spécifications fonctionnelles et techniques générales au moyen de la modélisation de processus opérationnels, de cas d'utilisation, de la tenue de séances de développement conjoint d'applications et d'énoncé des résultats, du déroulement des opérations et de modèles organisationnels ou de prototypes de solutions;
  - b) l'élaboration de normes relatives aux documents;
  - c) l'élaboration d'un plan d'évaluation et d'atténuation des risques.
  - d) la production d'une estimation des coûts du projet, du plan de travail, du calendrier et des documents connexes pour les étapes ultérieures du projet.
- iii. La conception des applications, notamment :
  - a) l'élaboration de la conception fonctionnelle et technique détaillée;
  - b) l'élaboration détaillée d'une estimation, d'un plan de travail et d'un calendrier de mise en œuvre du projet;
  - c) la détermination de tous les documents requis, y compris l'énoncé des objectifs, la portée et la table des matières de chaque document ou manuel requis;
  - d) l'élaboration de procédures de déploiement des applications;
  - e) la mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques.
- iv. La génération des applications, notamment :
  - a) la préparation du code source et des fichiers exécutables de l'application en vue de la production.
  - b) le développement de l'application et l'intégration à l'environnement de TI d'AAC;
  - c) la préparation de l'ensemble des documents et manuels requis;
  - d) la formation et le transfert de connaissances à l'intention du personnel d'AAC;
  - e) la mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques.
- v. La maintenance des applications, notamment :
  - a) l'élaboration de l'estimation des coûts, d'un plan de diffusion et d'un calendrier de maintenance régulière de l'application;
  - b) l'exécution des changements requis afin d'améliorer la fonctionnalité de l'application;
  - c) l'application de correctifs en vue de régler les problèmes;
  - d) la mise à jour du plan d'évaluation et d'atténuation des risques.

#### **3.4.2 Bibliothèque électronique**

L'entrepreneur doit tenir à jour, dans les locaux d'AAC, une bibliothèque électronique de tous les travaux en cours, des éléments livrés et des commentaires d'examen pour toutes les AT émises. Celle-ci sera classée par numéro d'AT. En outre, elle doit comprendre un mécanisme de contrôle des versions.

Il faut conserver cette bibliothèque sur un lecteur partagé d'AAC, qui en assurera la sauvegarde des données.

### **3.4.3 Nombre d'exemplaires et format**

L'entrepreneur doit fournir une copie électronique de toutes les réalisations attendues, à moins que le responsable de projet ne demande autrement.

Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous les produits écrits et les services de rédaction fournis soient compatibles avec le logiciel d'exploitation de bureau standard d'AAC, en l'occurrence la suite Microsoft Office (notamment Word, Excel et PowerPoint) version 2010 ou plus récente.

L'entrepreneur doit fournir ses services en respectant l'environnement technique des PGRE, tel que décrit à la pièce jointe 1 de l'annexe A (ci-dessous) et au fil des mises à niveau qui y sont appliquées au cours des travaux. Il doit veiller à ce que ses ressources maîtrisent ces technologies et possèdent la formation ainsi que l'équipement nécessaires afin de travailler avec la technologie d'AAC.

### **3.4.4 Acceptation**

Toutes les réalisations attendues peuvent être inspectées par le responsable de projet d'AAC ou son représentant désigné. Celui-ci se réserve le droit de vérifier l'exactitude de toutes ces réalisations attendues.

### **3.4.5 Réunions**

L'entrepreneur doit faire tous les préparatifs qui s'imposent en vue de participer activement à toute réunion convoquée par le responsable de projet du Ministère.

Toutes les réunions auront lieu dans les locaux d'AAC à Winnipeg, à moins d'indication contraire de la part du responsable de projet.

À la demande du responsable de projet, le personnel de l'entrepreneur doit rédiger le compte rendu de toutes les discussions ou décisions des réunions, puis le lui soumettre aux fins d'examen et d'approbation, au plus tard trois (3) jours ouvrables après chaque réunion.

## **3.5 Environnement et lieu de travail**

### **3.5.1 Environnement technique**

La Direction générale des systèmes d'information (DGSI) soutient l'architecture de pointe mise au point à l'interne et les applications client-serveur des programmes administrés par la DPRA.

L'architecture technologique est décrite en détail à l'appendice 1 de l'annexe A.

### **3.5.2 Environnement opérationnel**

La DGSI d'AAC exécute ses fonctions dans un environnement de bureau normal, de 7 h à 18 h, heure locale. Les ressources de l'entrepreneur doivent être disponibles afin de fournir des services au cours des heures d'ouverture d'AAC à Winnipeg. Toutefois, il peut arriver qu'elles doivent travailler en dehors des heures de travail normales du Ministère, dans le cadre de projets urgents. Les ressources de l'entrepreneur doivent être en mesure de fournir des services à la demande d'AAC.

Elles doivent être en mesure de réaliser leur travail dans les installations d'AAC à Winnipeg, au Manitoba. On peut entreprendre certains travaux à distance, à la discrétion d'AAC et avec son approbation préalable, pourvu qu'on emploie de l'équipement autorisé par ce ministère, doté de capacité d'accès à distance sécurisé sur le réseau d'AAC.

AAC fournira l'accès aux bases de données ou applications définies sur ses ordinateurs ou sur ses réseaux, nécessaire à l'exécution des travaux.-

### **3.5.3 Représentant de l'entrepreneur**

L'entrepreneur doit désigner une personne-ressource unique, située à Winnipeg, en tant que représentant responsable de la gestion du marché et de ses relations d'affaires avec l'État.

Le responsable de projet d'AAC ou son représentant désigné devra pouvoir communiquer avec le représentant de l'entrepreneur durant les heures normales de bureau du Ministère (à savoir, de 9 h à 16 h, heure du Centre - HC).

La personne-ressource doit répondre à tout appel du responsable de projet dans les vingt-quatre heures ouvrables.

## Pièce jointe 1 de l'annexe A

### Architecture de technologie de soutien des applications des PGRE

#### 1.1 Introduction

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (PGRE) constituent des applications multiniveaux écrites en Java J2EE qui emploient une base de données relationnelle Oracle aux fins de persistance, en plus d'offrir une interface client utilisateur léger par l'entremise d'un navigateur Web. Ces programmes sont conformes aux normes et lignes directrices d'AAC qui se rapportent à ce type d'application.

Dans l'ensemble, les applications liées aux PGRE respectent les principes d'architecture suivants.

- Il s'agit d'applications JEE.
- Elles tirent parti de JMS aux fins de communication asynchrone entre les systèmes des PGRE, ainsi qu'entre ces derniers et les systèmes externes.
- Elles tirent parti des cadres et bibliothèques Java en libre accès.
- Elles emploient l'architecture MVC pour les interactions et la présentation.
- Elles tirent parti des modèles de programmation axée sur les aspects pour la dissociation, la gestion d'opération déclarative et la sécurité.

#### 1.2 Cadres Java

Les PGRE emploient les cadres Java suivants par couches successives :

Niveau	Cadre	Fonction
Présentation	Mojara	Mise en œuvre de l'architecture MVC et résumé analytique de l'interface utilisateur (IU).
Activités	Outil d'inversion de contrôle Spring	Contenance des objets opérationnels et soutien
Intégration	Outil d'inversion de contrôle Spring	Gestion des mouvements et injection de dépendances
	Outil Hibernate	Mise en correspondance relationnelle d'objets et gestion de la persistance

On fait également appel aux bibliothèques Java suivantes :

- a) Apache Commons;
- b) Quartz;
- c) Acegi;
- d) EhCache;
- e) CGLib;
- f) Log4J;
- g) AspectJ;
- h) Jakarta ORO;
- i) Dom4j;
- j) OSCache;
- k) Spring Batch;
- l) Spring Web;
- m) Richfaces;
- n) Guava.

Remarque : les versions logicielles citées correspondent à celles actuellement utilisées. *Il se peut qu'on les mette à niveau avant ou après la signature du marché.*

### 1.3 Environnement informatique multiniveau

Cet environnement consiste en une architecture multiniveau utilisant des ordinateurs IBM avec processeurs Intel, des serveurs lames d'applications HP Intel et des serveurs de base de données HP Itanium.

En outre, il possède les caractéristiques suivantes.

- i. Tous les ordinateurs clients emploient une image système Windows 7 standard d'AAC (gérée par Services partagés Canada).
- ii. Internet Explorer 11 constitue le navigateur Web standard d'AAC.
- iii. Les serveurs de base de données HP Itanium utilisent le système de gestion de base de données Oracle (version 11g) et tournent sous le système d'exploitation HP-UX (version 11.31) [de serveurs de bases de données Oracle].
- iv. Les serveurs lames HP Intel de classe C font appel à VMware ESX version 3.5 afin d'exploiter le serveur d'application Oracle WebLogic Application Server (version 12.1.2) sur le SE Linux RHEL 6 (serveur d'application JEE).

Chaque application des PGRE fonctionne dans l'environnement technique suivant.

- i. Java Enterprise Edition (JEE) constitue le logiciel servant à concevoir les applications des PGRE.
- ii. Oracle XE 11gr2 constitue la base de données relationnelle employée pour les applications des PGRE. L'environnement de production de la base de données comprend les bases de données des systèmes de production Agri-investissement et Agri-stabilité des PGRE, ainsi qu'un environnement de bases de données plus petites utilisé pour le développement d'applications, les essais de système et les essais d'acceptation.
- iii. On héberge les applications des PGRE sur le serveur d'application standard d'AAC Oracle WebLogic (version 12.1.2).
- iv. On utilise Nginx HTTP Webserver version 1.x aux fins de mise en mémoire cache Web et d'accès aux applications des PGRE.
- v. Visio sert à produire des diagrammes de bases de données et de fenêtre des relations entre les applications des PGRE.
- vi. ErWin 8.2 constitue l'outil de modélisation de données standard servant à modéliser des objets de base de données afin qu'on apporte des changements à la base de données de l'équipe. On l'emploie également pour générer le langage de définition des données (DDL) associé à ces changements.

### 1.4 Outils et environnement de développement des applications des PGRE

L'environnement de développement logiciel des applications des PGRE est composé des éléments suivants :

- i. Eclipse IDE v. 4.3 en tant qu'environnement de développement intégré;
- ii. Sun/Oracle JEE 1.7.0\_80 à titre de trousse de développement Java;
- iii. Sun/Oracle JRE 1.7.0\_80 en tant qu'environnement d'exécution Java (Java Runtime Environment - JRE);
- iv. Oracle XE 11g à titre de base de données;
- v. Jetty p.0.0 en tant que serveur Web HTTP.



AAC emploie une combinaison des outils de développement logiciel suivants en vue de développer et de tenir à jour les applications des PGRE :

- i. Subversion en tant qu'outil de contrôle de révision du code source;
- ii. SVN Manager comme interface administrateur pour Subversion;
- iii. Tortoise SVN aux fins d'accès client Windows à Subversion;
- iv. Team City en tant qu'outil d'automatisation de l'intégration continue;
- v. JIRA à titre d'outil de gestion des problèmes ainsi que de suivi et planification des projets;
- vi. Crucible comme outil d'AQ et d'examen de code;
- vii. Fisheye à titre d'outil de comparaison au code source et de visualisation de Subversion;
- viii. Structure 101 comme outil d'analyse de code Java;
- ix. YourKit à titre d'outil de création de profils de MV Java;
- x. Selenium en tant qu'outil d'automatisation des essais;
- xi. SQL Developer aux fins d'accès client à Oracle;
- xii. Toad à titre d'outil d'administration de base de données pour Oracle.

### **1.5 Gestion des versions de logiciel**

On a conçu la gestion des versions des applications des PGRE en fonction des objectifs suivants :

- i. planifier et superviser le déploiement des applications;
- ii. concevoir et mettre en œuvre des procédures efficaces de distribution et d'installation des modifications;
- iii. s'assurer qu'on puisse effectuer le suivi des modifications, que celles-ci sont sûres et qu'on installe uniquement les versions correctes, autorisées et éprouvées;
- iv. faire connaître les attentes de la direction et répondre à ces dernières au cours de la planification et du déploiement des nouvelles versions;
- v. assurer la liaison avec l'équipe chargée des priorités opérationnelles et l'équipe contractuelle chargée du développement en vue de l'acceptation du contenu et du plan de mise en œuvre du logiciel;
- vi. mettre en œuvre les nouvelles versions dans un environnement de production à l'aide des processus de contrôle de la configuration et de gestion des changements;
- vii. s'assurer que les codes sources des applications nouvelles ou modifiées sont sûrs et qu'on tient à jour les enregistrements appropriés;
- viii. s'assurer que toutes les modifications sont sûres et retraçables.

Le processus de diffusion se concentre sur les réalisations attendues suivantes :

- i. la conception et la mise en œuvre des versions dans le respect du calendrier;
- ii. la distribution exacte de la version;
- iii. un mécanisme permettant de déterminer le nombre de problèmes dans l'environnement de production qui sont attribuables aux nouvelles versions;
- iv. les objets retraçables et vérifiables qui ont été introduits, modifiés ou supprimés par la version;
- v. l'amélioration de la qualité du service grâce à l'intégration de l'application et des documents;

- vi. la planification améliorée de la diffusion afin de réduire l'interruption des opérations en raison du déploiement des nouvelles versions;
- vii. la capacité de faciliter un environnement de soutien optimal.

## ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

### PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT :

Période initiale du contrat (Date de l'attribution du contrat à un an plus tard)		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

### PÉRIODES D'OPTION :

Période d'option 1 (du <span style="background-color: #cccccc; border: 1px solid black; padding: 0 10px;"> </span> au <span style="background-color: #cccccc; border: 1px solid black; padding: 0 10px;"> </span> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	

A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

<b>Période d'option 2 :</b> (du <input type="text"/> au <input type="text"/> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

<b>Période d'option 3 :</b> (du <input type="text"/> au <input type="text"/> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	

I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

**Période d'option 4 :**

(du  au )

Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

**ANNEXE C**  
**LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**  
[Sous pli séparé]

### PIÈCE JOINTE 3.1

#### FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION

<b>FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION</b>		
<b>Dénomination sociale du soumissionnaire</b>		
<b>Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex. pour obtenir des précisions)</b>	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	Numéro de téléphone	
	Numéro de télécopieur	
	Adresse électronique	
<b>Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) du soumissionnaire</b>  [voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]  <b>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, le soumissionnaire sera déterminé en fonction de la dénomination sociale fournie plutôt qu'en fonction du NEA, et le soumissionnaire devra fournir le NEA qui correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire.]</b>		
<b>Compétence du contrat :</b> Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
<b>Anciens fonctionnaires</b>  Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Ancien fonctionnaire », dans la Partie 2 de la demande de soumissions.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini dans la demande de soumissions?  Oui ____ Non ____  Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.	
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des	

	<p>effectifs?</p> <p>Oui _____ Non _____</p> <p>Si oui, fournir les renseignements demandés à l'article intitulé « Ancien fonctionnaire » dans la Partie 2.</p>	
<p><b>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire</b></p> <p>[Indiquer le niveau et la date d'attribution]</p> <p><b>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le nom dans l'attestation de sécurité doit correspondre à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</b></p>		
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de soumissions en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la demande et que :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. le soumissionnaire considère que lui-même et les ressources qu'il propose peuvent répondre aux exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;</li> <li>2. la soumission est valide pour la période indiquée dans la demande de soumissions;</li> <li>3. tous les renseignements fournis dans cette soumission sont complets et exacts;</li> <li>4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier acceptera toutes les modalités déterminées dans les clauses du contrat subséquent comprises dans la demande de soumissions.</li> </ol>		
<p><b>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</b></p>		



## PIÈCE JOINTE 4.1

### CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

Les propositions techniques seront évaluées et notées selon les critères d'évaluation obligatoires et les critères et formules d'évaluation cotés.

RÉSUMÉ DU PROCESSUS D'ÉVALUATION		
Critères d'évaluation obligatoires	Conforme / non conforme	
O1. Expérience de l'entreprise	Oui / Non	
O2. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2	Oui / Non	
O3. B.1 Analyste des activités, niveau 2	Oui / Non	
O4. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3	Oui / Non	
O5. I.4 Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2	Oui / Non	
O6. A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3	Oui / Non	
O7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3	Oui / Non	
O8. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2	Oui / Non	
O9. A.10 Testeur principal, niveau 2	Oui / Non	
O10. A.11 Testeur, niveau 2	Oui / Non	
Critères d'évaluation cotés	Nombre de points maximum	Note minimale requise
C1. Expérience en matière de projets (soumissionnaire)	70	S.O.
C2. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2	65	39 (60 %)
C3. B.1 Analyste des activités, niveau 2	80	48 (60 %)
C4. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3	90	54 (60 %)
C5. I.4 Modélisateur de données / Modélisateur de GI, niveau 2	90	54 (60 %)
C6. A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3	90	54 (60 %)
C7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3	90	54 (60 %)
C8. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2	70	42 (60 %)
C9. A.10 Testeur principal, niveau 2	70	42 (60 %)
C10. A.11 Testeur, niveau 2	70	42 (60 %)
<b>NOTE TECHNIQUE TOTALE :</b>	<b>785</b>	<b>549 (70 %)</b>

## 1. Critères d'évaluation obligatoires

### M1. Expérience de l'entreprise

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
<p>1.1 Le soumissionnaire doit présenter deux (2) projets qui illustrent son expérience acquise au cours des cinq (5) années précédant la date de publication de l'appel d'offres et dans le cadre desquels le soumissionnaire a assuré la prestation de services professionnels en informatique pour le soutien et la maintenance de bout en bout d'une application Web.</p> <p>1.1.1 Les projets cités doivent avoir eu <b>une durée d'au moins 12 mois.</b></p> <p>1.1.2 Les projets cités doivent être liés à un contrat de services professionnels en informatique, et leur <b>valeur totale minimale doit être de 2 000 000 \$ canadiens.</b></p> <p>1.2 Les projets cités doivent inclure le déploiement d'<b>au moins neuf (9) ressources de TI.</b></p>	<p>Chaque projet doit comprendre au moins les renseignements suivants :</p> <p>(a) le nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés);</p> <p>(b) une personne-ressource de l'organisation au niveau de la direction (inclure le nom et le titre);</p> <p>(c) le numéro de téléphone et/ou l'adresse courriel de la personne-ressource de l'organisation;</p> <p>(d) les dates de début et de fin (mois, année) des travaux;</p> <p>(e) une courte description de la portée des travaux qui illustre l'expérience applicable.</p> <p>Si le projet cité est lié à un contrat en cours, ce dernier doit être en place depuis au moins 12 mois à la date de publication de la DDP <b>OU</b> si le projet est lié à un contrat terminé, ce dernier doit avoir été achevé dans les cinq (5) années qui précèdent la date de publication de la DDP.</p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer la valeur du contrat (en dollars canadiens) pour le projet.</p> <p>Le soumissionnaire doit indiquer les noms et les catégories d'au moins neuf (9) ressources de TI déployées sur ce projet.</p>		

**M2. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
<p>2.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de la gestion du développement d'application ou de projets de maintenance d'applications et qu'elle possède l'expérience de six (6) des neuf (9) tâches suivantes :</p> <p>2.1.1 Gérer le projet pendant son élaboration, sa mise en œuvre et le début des opérations, c'est-à-dire s'assurer que les ressources sont disponibles et que le système est élaboré et entièrement fonctionnel à l'intérieur des paramètres de temps, de coût et de rendement acceptés au préalable;</p> <p>2.1.2 Formuler des énoncés de problèmes;</p> <p>2.1.3 Établir des procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre des éléments importants, nouveaux ou modifiés des projets afin de résoudre les problèmes et d'obtenir les approbations nécessaires;</p> <p>2.1.4 Définir et étayer les objectifs pour un projet, et déterminer les exigences budgétaires, les membres de l'équipe de projet, le mandat de celle-ci, ainsi que les rôles et des responsabilités de chacun;</p> <p>2.1.5 Rendre compte de l'avancement des travaux sur une base continue et à des points prédéterminés dans son cycle de vie;</p> <p>2.1.6 Rencontrer les intervenants et d'autres gestionnaires de projet et exposer les problèmes sous une forme propre à susciter des solutions;</p> <p>2.1.7 Préparer des plans, des tableaux et des diagrammes pour aider à l'analyse ou à la présentation des problèmes;</p> <p>2.1.8 Travailler avec une variété d'outils de gestion de projet;</p> <p>2.1.9 Faire accepter le projet.</p>	<p>(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés)</p> <p>(b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués</p> <p>(c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable</p>		

**M3. B.1 Analyste des activités, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
3.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience dans l'élaboration et l'étayage d'énoncés des besoins, et dans la conduite d'analyses opérationnelles des exigences fonctionnelles afin de déterminer les renseignements, les procédures et les décisions dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M4. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
4.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience de l'administration de systèmes et du soutien à l'exploitation des systèmes pour une application, notamment : 4.1.1 configurer les accès des utilisateurs; 4.1.2 mettre à jour les profils d'utilisateur; 4.1.3 assurer la sauvegarde et la reprise des activités; 4.1.4 contrôler les opérations quotidiennes des systèmes informatiques.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M5. I.4 Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
5.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède <b>cinq (5) ans</b> d'expérience du développement et de la maintenance de modèles d'architecture et de données et du contrôle et de la coordination des modifications à la base de données dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M6. A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
6.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience du développement d'une architecture technique, des cadres et des stratégies afin de répondre aux besoins opérationnels et liés aux applications dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
7.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience du développement et de la préparation de plans schématiques, de la conception de programmes et d'organigrammes détaillés, de la traduction d'organigrammes en instructions-machine codées, de la préparation d'échantillons de données et de leur mise à l'essai et du développement d'instructions d'opération aux fins de référence.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M8. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
8.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience du développement et de la préparation de plans schématiques, de la conception de programmes et d'organigrammes détaillés, de la traduction d'organigrammes en instructions-machine codées, de la préparation d'échantillons de données et de leur mise à l'essai et du développement d'instructions d'opération aux fins de référence.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M9. A.10 Testeur principal, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
9.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de l'organisation et de la planification des essais (y compris l'exécution d'essais d'intégration au système, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par l'utilisateur) dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M10. A.11 Testeur, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	RESPECTÉ / NON RESPECTÉ
10.1 Le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée possède <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de l'élaboration de scénarios d'essais et de scripts d'essai et de la gestion et de la surveillance des plans d'essai pour de nombreux types d'essais, notamment les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression, en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

## 2. Critères d'évaluation cotés

Le soumissionnaire doit obtenir la note minimale de passage de 60 % pour ressource proposée et il doit obtenir la note minimale de passage cumulée de 70 % pour les critères d'évaluation cotés **C1 à C10** (inclusivement), comme l'indique le tableau ci-dessous.

Toute expérience dans une période donnée (p. ex., au cours des cinq [5] dernières années) est calculée à compter de la date de publication DDP.

Le tableau ci-après présente un résumé des critères, de la pondération et des notes minimales requises.

Critères d'évaluation cotés	Nombre de points maximum	Note minimale requise
<b>C1. Expérience en matière de projets (soumissionnaire)</b>	70	<b>S.O.</b>
<b>C2. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2</b>	65	<b>39 (60 %)</b>
<b>C3. B.1 Analyste des activités, niveau 2</b>	80	<b>48 (60 %)</b>
<b>C4. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3</b>	90	<b>54 (60 %)</b>
<b>C5. I.4 Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2</b>	90	<b>54 (60 %)</b>
<b>C6. A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3</b>	90	<b>54 (60 %)</b>
<b>C7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3</b>	90	<b>54 (60 %)</b>
<b>C8. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2</b>	70	<b>42 (60 %)</b>
<b>C9. A.10 Testeur principal, niveau 2</b>	70	<b>42 (60 %)</b>
<b>C10. A.11 Testeur, niveau 2</b>	70	<b>42 (60 %)</b>
<b>NOTE TECHNIQUE TOTALE (C1-C10) :</b>	<b>785</b>	<b>549 (70 %)</b>

## R1. Expérience de l'entreprise et références

Chaque projet cité pour l'expérience de l'entreprise doit avoir eu une durée d'au moins 12 mois.

Un maximum de deux (2) projets seront évalués et se verront attribuer des points, conformément aux critères d'évaluation.

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer la portée et l'environnement de travail des services de soutien et de maintenance de l'application Web pour les deux projets cités en référence en réponse au critère O.1 Expérience de l'entreprise.	70	<p><i>Jusqu'à 35 points par projet (maximum de deux [2] projets)</i></p> <p><i>Portée et environnement de travail :</i></p> <p><b>5 points par projet :</b> La durée du projet excède la durée minimale par au moins 12 mois (le projet a duré au moins deux [2] ans).</p> <p><b>5 points par projet :</b> La valeur du projet dépassait la valeur minimale requise au critère O.1 par au moins 2 M\$ (la valeur du projet était d'au moins 4 M\$).</p> <p><b>5 points par projet :</b> Le projet était réalisé pour une organisation du gouvernement fédéral (ministère, organisme ou société d'État) <b>OU</b></p> <p><b>3 points par projet :</b> Le projet était réalisé pour une organisation gouvernementale non fédérale (gouvernement provincial ou d'état ou administration municipale) <b>OU</b></p> <p><b>1 point par projet :</b> Le projet était réalisé pour une organisation non gouvernementale du secteur public (établissements d'enseignement, conseils scolaires et organismes du secteur de la santé).</p> <p><b>5 points par projet :</b> Le soumissionnaire a utilisé le Processus rationnel unifié (PRU) pour développer son logiciel pendant le projet.</p> <p><i>Technologies prises en charge et utilisées :</i></p> <p><b>5 points par projet :</b> Java / JEE 1.7.0 (ou version ultérieure) <b>OU</b></p> <p><b>3 points par projet :</b> Java / JEE 1.5.0 – 1.6.x.</p> <p><b>5 points par projet :</b> Base de données relationnelle principale Oracle version 11 (ou version ultérieure) <b>OU</b></p> <p><b>3 points par projet :</b> Base de données relationnelle Oracle version 10.</p> <p><b>5 points par projet :</b> Mojarra ou autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web <b>OU</b> Hibernate comme infrastructure de persistance <b>OU</b> Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p>		
Note totale maximale	70			



Pour les ressources de niveau 3, chaque projet cité comme expérience doit avoir une durée minimale de six (6) mois.

Pour les ressources de niveau 2, chaque projet cité comme expérience doit avoir une durée minimale de quatre (4) mois.

Pour chaque ressource, un maximum de deux (2) projets seront évalués et se verront attribuer des points, conformément aux critères d'évaluation.

## R2. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets de la gestion de projets de maintenance ou de développement d'applications dans un environnement fédéral ou d'un autre secteur public.	20	<b>10 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation du gouvernement fédéral du Canada (ministère, organisme ou société d'État) <b>OU</b> <b>7 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non fédérale (gouvernement provincial ou d'état, administration municipale) <b>OU</b> <b>3,5 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non gouvernementale du secteur public (établissements d'enseignement, conseils scolaires et organismes du secteur de la santé).		
2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets de l'élaboration et de la <b>présentation d'exposés à l'intention de la haute direction.</b>  <i><b>Nota</b> : Par « haute direction », on entend un cadre occupant un poste de directeur général ou un poste équivalent ou de niveau supérieur dans le secteur public, ou un cadre occupant un poste de gestionnaire principal ou un poste équivalent ou de niveau supérieur dans le secteur privé.</i>	10	<b>2 points par projet</b> : Élaboration d'exposés <b>1 point par projet</b> : Présentation d'exposés à la haute direction <b>2 points par projet</b> : Élaboration de recommandations à la haute direction qui sont fondées sur l'analyse du matériel présenté		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets des compétences de base en <b>gestion de projets</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Définir les objectifs du projet et les étayer;</li> <li>Déterminer les exigences budgétaires;</li> <li>Déterminer la composition de l'équipe et les rôles et les responsabilités de ses membres;</li> <li>Établir le mandat de l'équipe de projet;</li> <li>Élaborer une structure de ventilation des travaux et lier les jalons ou les tâches au calendrier de projet;</li> <li>Assurer le suivi des ressources et du budget alloués.</li> </ul>	20	<p><b>1 point par projet</b> : Expérience de la définition et de l'étayage des objectifs de projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la détermination des exigences en matière de budget.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la détermination de la composition de l'équipe et des rôles et responsabilités de ses membres.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'établissement du mandat de l'équipe de projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement d'une structure de ventilation des travaux et de l'établissement de liens des jalons ou des tâches avec le calendrier de projet.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du suivi des ressources et du budget alloué.</p>		
<p>4. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets de MS Project pour établir le calendrier des activités et assurer le suivi de ces dernières.</p>	5	<p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation de MS Project pour établir le calendrier des activités et assurer le suivi de ces dernières.</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
5. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets des <b>activités de gestion du risque</b> en matière de projet de développement d'applications : <ul style="list-style-type: none"><li>• Définir et quantifier le risque;</li><li>• Déterminer une approche de gestion du risque identifié;</li><li>• Gérer adéquatement le risque afin que le client puisse en tirer des avantages ou des leçons.</li></ul>	10	<b>1,5 point par projet</b> : Description des risques liés au projet cité. <b>1,5 point par projet</b> : Identification de l'approche utilisée pour gérer le risque. <b>2 points par projet</b> : Description des résultats du projet (gestion adéquate des risques, leçons apprises, avantages pour le client).		
Note totale maximale	65			

**R3. B.1 Analyste des activités, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets du développement et de la définition des <b>exigences des activités des clients</b> au moyen de séances de développement conjoint d'applications (DCA) et de l'étayage des exigences dans le format Cas d'utilisation.	20	<p><b>6 points par projet</b> : Expérience des réunions avec les clients ou des séances de DCA pour définir les exigences détaillées des activités.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'étayage des exigences dans le format Cas d'utilisation.</p>		
2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets de l'analyse et de l'étayage des <b>exigences des activités des clients</b> en utilisant l'analyse des exigences du PRU et de la préparation de schémas de processus d'activités et de flux de travaux de haut niveau au moyen de la méthode du langage de modélisation unifié (UML) et des outils logiciels organisationnels de modélisation.	40	<p><b>10 points par projet</b> : Expérience de l'analyse des exigences fonctionnelles des activités pour déterminer les renseignements, procédures et chemins décisionnels en respectant les exigences analytiques du PRU.</p> <p><b>10 points par projet</b> : Expérience de la préparation de schémas de processus d'activités et de flux de travaux de haut niveau en se servant de la méthode du langage de modélisation unifié (UML) et des outils logiciels de modélisation organisationnels et de flux des travaux.</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>analyse des activités</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Détermination des processus qui pourraient faire l'objet d'une restructuration;</li><li>• Prototypage de solutions possibles selon la méthode d'AOS;</li><li>• Détermination des modifications devant être apportées aux processus automatisés.</li></ul>	<b>20</b>	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la détermination des processus qui pourraient faire l'objet d'une restructuration.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Prototypage de solutions possibles selon la méthode d'AOS.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Détermination des modifications devant être apportées aux processus automatisés.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>80</b>			

**R4. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'administration de systèmes et du soutien à l'exploitation des systèmes de serveurs Web ou d'applications et des logiciels connexes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Configurer les accès des utilisateurs;</li> <li>b. Mettre à jour des profils d'utilisateurs;</li> <li>c. Assurer la sauvegarde et la reprise des activités;</li> <li>d. Contrôler les opérations quotidiennes des systèmes informatiques.</li> </ul> <p><i>Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience avec toute combinaison des technologies listées dans la colonne Facteurs de notation, par le biais d'un ou des deux projets.</i></p>	<b>30</b>	<p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la configuration des accès utilisateurs.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la mise à jour de profils d'utilisateurs.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la sauvegarde et de la reprise des activités.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience du contrôle des opérations quotidiennes des systèmes informatiques.</p> <p>Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour l'expérience démontrée de l'utilisation des technologies et des processus listés ci-dessous dans le cadre d'un des projets.</p> <p><b>4 points</b> : Serveur Linux</p> <p><b>2 points</b> : Environnement de développement d'application Java/JEE</p> <p><b>1 point</b> : Dépôt de code source Subversion (SVN)</p> <p><b>1 point</b> : Outil de suivi des bogues JIRA</p> <p><b>1 point</b> : Outil d'intégration continue Cruise Control</p> <p><b>1 point</b> : Langages de script serveur Perl <b>OU</b> Linux Shell <b>OU</b> PHP et ColdFusion</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, d'au moins deux projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comme administrateur système principal d'un système Linux;</li> <li>• De l'installation et de la maintenance de serveurs Web et de serveurs d'applications ainsi que des logiciels qui s'y rapportent;</li> <li>• De la création et du dépannage de scripts côté serveur (p. ex., Perl, Linux Shell, PHP et ColdFusion);</li> <li>• De la configuration et de la gestion d'un dépôt de code source Subversion (SVN);</li> <li>• De la configuration et de la gestion de JIRA comme outil de suivi des bogues;</li> <li>• De la configuration et de la gestion de Cruise Control comme outil d'intégration continue.</li> </ul>	40	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience comme administrateur système principal d'un système Linux.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience dans l'installation et la maintenance de serveurs Web et de serveurs d'applications ainsi que des logiciels qui s'y rapportent.</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la création et du dépannage de scripts côté serveur (p. ex., Perl, Linux Shell, PHP et ColdFusion).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion d'un dépôt de code source Subversion (SVN).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion de JIRA comme outil de suivi des bogues.</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion de Cruise Control comme outil d'intégration continue.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>soutien aux opérations</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement et étayage des architectures logiques et des configurations système;</li> <li>Élaboration des plans de mise en œuvre relatifs à l'infrastructure technique de développement de Java/J2EE;</li> <li>Configuration et optimisation des installations techniques;</li> <li>Détermination et résolution des problèmes relatifs à la performance des serveurs;</li> <li>Détermination et résolution des problèmes relatifs à la connectivité des services;</li> <li>Élaboration et étayage des procédures opérationnelles.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Développement et étayage des architectures logiques et des configurations système.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Élaboration des plans de mise en œuvre relatifs à l'infrastructure technique de développement de Java/J2EE.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Configuration et optimisation des installations techniques.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Détermination et résolution des problèmes relatifs à la performance des serveurs.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Détermination et résolution des problèmes relatifs à la connectivité des services.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Élaboration et étayage des procédures opérationnelles.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			



**R5. Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de la maintenance de modèles de données et de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données des applications Java/JEE.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience avec toute combinaison des technologies et des infrastructures listées dans la colonne Facteurs de notation dans le cadre d'un ou des deux projets.</i></p>	<b>30</b>	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience du développement ou de la maintenance de modèles de données.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données.</p> <p><i>Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour l'expérience démontrée de l'utilisation des technologies et des infrastructures listées ci-dessous dans le cadre d'un des projets.</i></p> <p><b>3 points</b> : Oracle version 11g ou ultérieure</p> <p><b>2 points</b> : Langage de script PL/SQL</p> <p><b>2,5 points</b> : SGBDR Oracle contenant au moins 40 entités</p> <p><b>2,5 points</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la prise en charge d'applications sur un système principal Oracle, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'écriture d'énoncés SQL complexes;</li> <li>• Le réglage de requêtes SQL complexes;</li> <li>• L'élaboration et la mise en œuvre de plans de migration/conversion de données;</li> <li>• L'élaboration de procédures de conversion des données;</li> <li>• La validation des données converties ou migrées.</li> </ul> <p><b>Nota – Par énoncés SQL complexes, on entend :</b></p> <p>1) Les procédures stockées qui donnent des résultats basés sur des jointures ou des énoncés imbriqués afin de mapper les données provenant des tables relationnelles à une structure orientée objet;</p> <p>2) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle pour résoudre les relations entre les éléments de données, stockant souvent les résultats intermédiaires dans des tables temporaires;</p> <p>3) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle avec insertions, mises à jour et suppressions d'énoncés pour modifier les données.</p>	40	<p><b>4 points par projet :</b> Expérience de l'écriture d'énoncés SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet :</b> Expérience du réglage de requêtes SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet :</b> Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de migration/conversion de données.</p> <p><b>4 points par projet :</b> Expérience de l'élaboration de procédures de conversion des données.</p> <p><b>4 points par projet :</b> Expérience de la validation des données converties ou migrées.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en modélisation des données :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration de procédures et scripts (requêtes);</li> <li>Mise à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application;</li> <li>Modélisation conceptuelle;</li> <li>Modélisation logique;</li> <li>Modélisation physique.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Élaboration des procédures et scripts (requêtes).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Mise à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation conceptuelle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation logique.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation physique.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

#### R6. Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'élaboration d'architectures, d'infrastructures et de stratégies techniques en vue de répondre aux besoins opérationnels et en matière d'applications dans les domaines suivants :</p>	30	<p><b>9 points par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou une version ultérieure).</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion.</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
A) Projets de développement d'applications;  B) Projets de maintenance des applications;  où les projets nécessitent le développement ou l'amélioration d'applications Java/JEE.		<b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Mojara ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.  <b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures et d'infrastructures techniques au moyen de SGBDR Oracle 10g (ou une version ultérieure) aux fins de stockage permanent.  <b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures et d'infrastructures techniques au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.  <b>1 point par projet</b> : Le projet a nécessité que la ressource utilise les politiques, les normes, les lignes directrices et les procédures du client en matière de sécurité de la TI comme intrants dans les infrastructures, les stratégies et autres produits livrables d'architecture technique.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., Model View Controller [MVC], Inversion of Control [IOC], Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la direction d'une équipe de développement utilisant un processus de développement PRU.</p>	20	<p><b>5 points par projet</b> : Direction d'une équipe pendant tout le cycle de vie du projet PRU, du lancement à la transition.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Rédaction des artefacts PRU incluant les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>4. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base de l'<b>architecture d'applications et de logiciels</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déterminer des exigences concernant les améliorations à apporter aux bases de données existantes en établissant les besoins de renseignements des utilisateurs et les exigences de performance des systèmes et les exigences fonctionnelles;</li> <li>Harmoniser des modèles relatifs aux objets du domaine/d'activité au moyen d'un modèle de données d'entreprise;</li> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et des spécifications relatives à la conception de système;</li> <li>Réutiliser ou améliorer les composants d'une application personnalisée, d'une application ouverte ou d'un produit commercial déjà installé chez le client au sein d'une application;</li> <li>Élaborer des modèles visuels en appui au développement de logiciels au moyen d'outils de modélisation dominants du marché qui utilisent le langage de modélisation unifié (UML), la production de diagrammes et de codes ou l'ingénierie aller-retour (p. ex., outils UML basés sur Eclipse comme Eclipse UML2 et MyEclipse UML).</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Détermination des exigences concernant les améliorations à apporter aux bases de données existantes en établissant les besoins de renseignements des utilisateurs et les exigences de performance des systèmes et les exigences fonctionnelles.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'harmonisation des modèles relatifs aux objets du domaine/d'activité au moyen d'un modèle de données d'entreprise.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration des spécifications fonctionnelles et des spécifications relatives à la conception de système.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réutilisation ou amélioration des composants d'une application personnalisée, d'une application ouverte ou d'un produit commercial déjà installé chez le client au sein d'une application.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de modèles visuels en appui au développement de logiciels au moyen d'outils de modélisation dominants du marché qui utilisent le langage de modélisation unifié (UML), la production de diagrammes et de codes ou l'ingénierie aller-retour (p. ex., outils UML basés sur Eclipse comme Eclipse UML2 et MyEclipse UML).</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

**R7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojara ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Direction d'une équipe de développement qui utilise le processus de développement PRU;</li> <li>Rédaction d'artefacts PRU, y compris les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.</li> </ol>	20	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la direction d'une équipe de développement pendant tout le cycle de vie du projet PRU, du lancement à la transition.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la rédaction d'artefacts PRU, y compris les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.</p>		



CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>4. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en développement d'applications/de logiciels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Développer des applications, des sous-systèmes et des interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Mettre en œuvre les normes de services Web incluant WSDL, WS-* et REST;</li> <li>Concevoir, implanter et mettre à l'essai les applications utilisant Java/J2EE en entreprise;</li> <li>Apporter des modifications manuelles au code et modifier l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</li> </ul> <p><b>Nota :</b> « WS- » est un préfixe utilisé pour définir les spécifications associées aux services Web. Il existe plusieurs normes WS-*, dont WS-Addressing, WS-Discovery, WS-Federation, WS-Policy, WS-Security et WS-Trust.</p>	20	<p><b>2 points par projet :</b> Expérience de l'élaboration de spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet :</b> Expérience du développement d'applications, de sous-système et d'interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet :</b> Expérience de la mise en œuvre de normes de services Web incluant WSDL, WS-*, et REST.</p> <p><b>2 points par projet :</b> Expérience de la conception, de l'implantation et de la mise à l'essai des applications utilisant Java/J2EE en entreprise.</p> <p><b>2 points par projet :</b> Expérience de la modification manuelle de code et de la modification de l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

**R8. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojara ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE</b> au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service /Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>développement d'applications/de logiciels</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Mettre en œuvre les normes de services Web incluant WSDL, WS-* et REST;</li> <li>Concevoir, implanter et mettre à l'essai les applications utilisant Java/J2EE en entreprise;</li> <li>Apporter des modifications manuelles au code et modifier l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</li> </ul> <p><b>Nota</b> : « WS- » est un préfixe utilisé pour définir les spécifications associées aux services Web. Il existe plusieurs normes WS-*, dont WS-Addressing, WS-Discovery, WS-Federation, WS-Policy, WS-Security et WS-Trust.</p>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement d'applications, de sous-système et d'interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise en œuvre de normes de services Web incluant WSDL, WS-*, et REST.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la conception, de l'implantation et de la mise à l'essai des applications utilisant Java/J2EE en entreprise.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la modification manuelle de code et de la modification de l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			

**R9. Testeur principal, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la coordination des essais pour des projets incluant la conception ou l'amélioration d'applications Java/JEE.</b>	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Mojara ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent SGBDR Oracle 10g (ou une version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent des infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		
2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la planification d'essais pour des projets de développement ou d'amélioration d'applications.</b>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'outils automatisés de mise à l'essai.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la définition des rôles et des responsabilités de l'équipe des tests.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la définition des processus et procédures de mise à l'essai.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement et de la présentation des recommandations du plan d'essai à la haute direction et à l'équipe de gestion du projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise en œuvre sans heurts des plans d'essai élaborés.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base de la <b>coordination de tests</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rédiger des documents sur la méthode des tests et la planification des tests (documents sur la stratégie des tests);</li> <li>Préparer le matériel de présentation connexe pour la communication des méthodes de stratégie de tests et les résultats des tests;</li> <li>Effectuer des essais unitaires;</li> <li>Effectuer des essais intégrés;</li> <li>Effectuer des essais de performance.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la rédaction de documents sur la méthode des tests et la planification des tests (documents sur la stratégie des tests).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la préparation du matériel de présentation connexe pour la communication des méthodes de stratégie de tests et les résultats des tests.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais unitaires.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais intégrés.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais de performance.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			

**R10. Testeur, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUMISSIONNAIRE
1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.</b>	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojarra ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		
2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la réalisation d'essais au moyen d'outils automatisés de mise à l'essai et de suivi des bogues.</b>	20	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des outils automatisés de mise à l'essai.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des outils automatisés de suivi des bogues aux fins d'identification des problèmes et des bogues (JProfiler, Rational Suite, etc.).</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU SOUSMISSIONNAIRE	AUTO-POINTAGE DU SOUSMISSIONNAIRE
<p>3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base de <b>la planification et de la réalisation d'essais</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Effectuer des essais unitaires;</li> <li>Effectuer des essais intégrés;</li> <li>Effectuer des essais de performance;</li> <li>Fournir des directives techniques aux intervenants durant l'étape des essais d'acceptation par l'utilisateur;</li> <li>Interagir avec les développeurs et les groupes d'assurance de la qualité pendant le développement de l'application.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais unitaires.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais intégrés.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais de performance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'offre de conseils techniques à des intervenants pendant l'étape des essais d'acceptation par l'utilisateur.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'interaction avec les développeurs et les groupes d'assurance de la qualité pendant le développement de l'application.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			



**APPENDICE A DE LA PIÈCE JOINTE 4.1**  
**MODÈLE DE PROJET DU SOUMISSIONNAIRE**

<b>Projet __ de __</b> <i>(Afin de faciliter la consultation pendant l'évaluation)</i>	
<b>Déterminer le critère visé par la description</b> (O1, C1.1, etc.)	
<b>Numéro de contrat / Numéro de référence du projet</b>	
<b>Nom de l'organisation cliente</b>	
<b>Personnes-ressources de l'organisation cliente</b> <b>Nom, titre, coordonnées</b> (téléphone ou adresse courriel)	
<b>Date / durée du projet</b> (MM/AA à MM/AA) <i>Nota : Chaque projet doit être d'une durée d'au moins six (6) mois pour être pris en compte.</i>	
<b>Valeur en dollar du projet</b> (pour le client)	
<b>Description de l'environnement technique du client</b> Inclure les produits et les infrastructures technologiques et logicielles utilisés par les ressources du soumissionnaire <b>(avec indications claires sur les modules et les numéros de version utilisés)</b> afin de démontrer l'expérience applicable.	
<b>Portée et ampleur du projet</b> Courte description de la portée des travaux du soumissionnaire pour démontrer l'expérience applicable.	
<b>Ressources de TI déployées</b> Indiquer les noms et les catégories des personnes, de même que leur nombre, pour les neuf (9) ressources de TI affectées au projet.	

**APPENDICE B DE LA PIÈCE JOINTE 4.1**  
**MODÈLE DE PROJET DE LA RESSOURCE**

<b>Numéro de projet : ____</b> <i>(Afin de faciliter la consultation pendant l'évaluation)</i>	
<b>Nom de la ressource proposée</b>	
<b>Déterminer le critère visé par la description (O2, C2.1, etc.)</b>	
<b>Numéro de contrat / Numéro de référence du projet</b>	
<b>Nom de l'organisation cliente</b>	
<b>Personnes-ressources de l'organisation cliente</b> <b>Nom, titre, coordonnées</b> (téléphone ou adresse courriel)	
<b>Date / durée du projet</b> (MM/AA à MM/AA) <i>Nota à l'attention des ressources de niveau 3 : Chaque projet doit être d'une durée d'au moins six (6) mois pour être pris en compte. Nota à l'attention des ressources de niveau 2 : Chaque projet doit être d'une durée d'au moins quatre (4) mois pour être pris en compte.</i>	
<b>Description de l'environnement technique du client</b> Inclure les produits et les infrastructures technologiques et logicielles utilisés par les ressources du soumissionnaire <b>(avec indications claires sur les modules et les numéros de version utilisés)</b> afin de démontrer l'expérience de la ressource.	
<b>Portée et ampleur du projet</b> Décrire les activités réalisées par la ressource pour l'organisation cliente.	
<b>Valeur en dollar du projet</b> (pour le client)	
Décrire les <b>produits livrables et les résultats</b> livrés par la ressource du soumissionnaire en appui aux objectifs du client ou de l'organisation.	

## PIÈCE JOINTE 4.2 BARÈME DE PRIX

**Période initiale du contrat :**

Période initiale du contrat		
Date de l'attribution du contrat à un an plus tard		
	(B)	(C)
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	\$
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	\$
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	\$
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	\$
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	\$
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	\$
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	\$
A.11 Testeur	NIVEAU 2	\$
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	\$
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	\$

**PÉRIODES D'OPTION :**

Période d'option 1 (du <span style="background-color: #cccccc; border: 1px solid black; padding: 0 20px;"> </span> au <span style="background-color: #cccccc; border: 1px solid black; padding: 0 20px;"> </span> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	

A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

<b>Période d'option 2 :</b> (du <input type="text"/> au <input type="text"/> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

<b>Période d'option 3 :</b> (du <input type="text"/> au <input type="text"/> )		
Catégorie de ressources	Niveau de compétence	Taux quotidien ferme
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	

I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

<b>Période d'option 4 :</b> (du <input type="text"/> au <input type="text"/> )		
<b>Catégorie de ressources</b>	<b>Niveau de compétence</b>	<b>Taux quotidien ferme</b>
P.9 Gestionnaire de projet	NIVEAU 2	
B.1 Analyste des activités	NIVEAU 2	
B.13 Spécialiste, soutien des opérations	NIVEAU 3	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 2	
A.1 Architecte d'applications et de logiciels	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 3	
A.6 Programmeur / réalisateur de logiciel	NIVEAU 2	
A.10 Testeur principal	NIVEAU 2	
A.11 Testeur	NIVEAU 2	
P.7 Coordonnateur de projet	NIVEAU 2	
I.4 Modélisateur de données / Modélisateur en GI	NIVEAU 3	

## **APPENDICE A DE L'ANNEXE A**

### **PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES**

1. Lorsqu'un besoin relatif à une tâche précise sera identifié, une version préliminaire du formulaire d'autorisation de tâche joint à l'Appendice B de l'Annexe A sera remise à l'entrepreneur. Lorsqu'il reçoit un formulaire d'autorisation de tâche, l'entrepreneur doit soumettre au chargé de projet son offre de prix pour les catégories de ressources demandées d'après les renseignements contenus dans le formulaire d'autorisation de tâche. L'offre de prix doit être signée et envoyée au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'autorisation de tâche. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins 48 heures pour présenter son offre de prix.
2. L'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée pour chaque ressource proposée, et doit remplir les tableaux de réponse à l'appendice C de l'annexe A qui portent sur les catégories de ressources indiquées dans le projet d'autorisation de tâche. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitae devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
  - (i) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou des employés d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance. (Se reporter à l'appendice D de l'annexe A, Attestations.)
  - (ii) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date d'émission du projet d'autorisation de tâche à l'entrepreneur.
  - (iii) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre ou l'accréditation exigé à la publication du projet d'autorisation de tâche et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, d'un diplôme ou d'un grade, ce document doit être à jour, valide et émis par l'entité précisée dans le présent contrat ou, si l'entité n'est pas précisée, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment où le document a été émis.
  - (iv) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
  - (v) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
  - (vi) Le curriculum vitae ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour

décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'autorisation de tâche, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.

3. On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies à l'appendice C de l'annexe A, afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve selon laquelle la ressource proposée a suivi avec succès une formation officielle, ainsi que des références. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Le Canada n'attribuera aucun point à l'entrepreneur ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas satisfait s'il ne reçoit pas de réponse dans les cinq (5) jours ouvrables. Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en informera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours prescrit. Si les renseignements fournis par une personne citée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne citée en référence seront les renseignements évalués. On n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client cité en référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur). De même, on n'accordera aucun point à l'entrepreneur ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Des références de l'État seront acceptées.
4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'autorisation de tâche ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
5. Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir une note minimale requise pour les critères cotés pour la catégorie de ressource applicable. Si la note d'une ressource proposée est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
6. Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le chargé de projet, le formulaire d'autorisation de tâche sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d'autorisation de tâche doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'autorisation de tâche (l'autorisation de tâche) approuvé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'autorisation de tâche le seront à ses risques.

**APPENDICE B DE L'ANNEXE A**  
**FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE**  
(Sous pli séparé)



## APPENDICE C DE L'ANNEXE A

### CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAU DE RÉPONSE

Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à une autorisation de tâche en utilisant les tableaux fournis dans la présente annexe. Aux fins de l'établissement des grilles de ressources, les soumissionnaires devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que l'évaluateur puisse vérifier ces renseignements. Les tableaux ne devraient pas contenir tous les renseignements sur les projets tirés des curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

#### 1.0 Critères d'évaluation obligatoires des ressources

##### M1. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
<p>1.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de la gestion de projets de développement ou de maintenance d'applications, y compris de l'expérience dans six (6) des neuf (9) tâches suivantes :</p> <p>1.1.1 Gérer le projet pendant son élaboration, sa mise en œuvre et le début des opérations, c'est-à-dire s'assurer que les ressources sont disponibles et que le système est élaboré et entièrement fonctionnel à l'intérieur des paramètres de temps, de coût et de rendement acceptés au préalable;</p> <p>1.1.2 Formuler des énoncés de problèmes;</p> <p>1.1.3 Établir des procédures pour l'élaboration et la mise en œuvre des éléments importants, nouveaux ou modifiés des projets afin de résoudre les problèmes et d'obtenir les approbations nécessaires;</p> <p>1.1.4 Définir et étayer les objectifs pour un projet et</p>	<p>(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés)</p> <p>(b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués</p> <p>(c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
<p>déterminer les exigences budgétaires, les membres de l'équipe de projet, le mandat de celle-ci, ainsi que les rôles et des responsabilités de chacun;</p> <p>1.1.5 Rendre compte de l'avancement des travaux sur une base continue et à des points prédéterminés dans son cycle de vie;</p> <p>1.1.6 Rencontrer les intervenants et d'autres gestionnaires de projet et exposer les problèmes sous une forme propre à susciter des solutions;</p> <p>1.1.7 Préparer des plans, des tableaux et des diagrammes pour aider à l'analyse ou à la présentation des problèmes;</p> <p>1.1.8 Travailler avec une variété d'outils de gestion de projet;</p> <p>1.1.9 Faire accepter le projet.</p>			

## M2. B.1 Analyste des activités, niveau 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
<p>2.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de l'élaboration et l'étayage d'énoncés des besoins et de la réalisation d'analyses commerciales des exigences fonctionnelles afin de déterminer les renseignements, les procédures et les décisions pour l'exécution d'un projet de développement ou de maintenance d'une application.</p>	<p>(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés)</p> <p>(b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués</p> <p>(c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable</p>		

**M3. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
<p>3.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience de l'administration de systèmes et du soutien à l'exploitation des systèmes pour une application, notamment :</p> <p>3.1.1 Configurer les accès des utilisateurs;</p> <p>3.1.2 Mettre à jour les profils d'utilisateur;</p> <p>3.1.3 Assurer la sauvegarde et la reprise des activités;</p> <p>3.1.4 Contrôler les opérations quotidiennes des systèmes informatiques.</p>	<p>(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés)</p> <p>(b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués</p> <p>(c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable</p>		

**M4. I.4 Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
<p>4.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience du développement et de la maintenance de modèles d'architecture et de données et du contrôle et de la coordination des modifications à la base de données dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.</p>	<p>(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés)</p> <p>(b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués</p> <p>(c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable</p>		

**M5. A.1 Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
5.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience du développement d'architectures, de cadres et de stratégies techniques afin de répondre aux exigences opérationnelles et en matière d'applications dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M6. A.6 Développeur-réalisateur de logiciel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
6.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience du développement et de la préparation de plans schématiques, de la conception de programmes et d'organigrammes détaillés, de la traduction d'organigrammes en instructions-machine codées, de la préparation d'échantillons de données et de leur mise à l'essai et de l'élaboration d'instructions d'opération aux fins de référence.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
7.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience du développement et de la préparation de plans schématiques, de la	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des		

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
conception de programmes et d'organigrammes détaillés, de la traduction d'organigrammes en instructions-machine codées, de la préparation d'échantillons de données et de leur mise à l'essai et de l'élaboration d'instructions d'opération aux fins de référence.	travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M8. A.10 Testeur principal, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
8.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de l'organisation et de l'inscription au calendrier des activités d'essai (y compris l'exécution d'essais d'intégration des systèmes, d'essais spécialisés et d'essais d'acceptation par l'utilisateur) dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M9. A.11 Testeur, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
9.1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience de l'élaboration de scénarios d'essais et de scripts d'essai et de la gestion et de la surveillance des plans d'essai pour de nombreux types d'essais, notamment les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression, en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai dans le cadre d'un projet	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
de développement ou de maintenance d'applications.			

**M10. P.7 Coordonnateur de projet, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
10,1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>cinq (5) ans</b> d'expérience du soutien d'équipe de projet de GI-TI par la préparation de plans de travail de projet, la maintenance et la tenue à jour des renseignements et des documents du projet, la communication avec les membres des équipes de projet et la coordination et la préparation de documents de projet.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

**M11. I.4 Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION OBLIGATOIRES	EXIGENCES DE PRÉSENTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-ÉVALUATION PAR LE FOURNISSEUR
11,1 L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède au moins <b>dix (10) ans</b> d'expérience du développement et de la maintenance de modèles d'architecture et de données et du contrôle et de la coordination des modifications à la base de données dans le cadre d'un projet de développement ou de maintenance d'applications.	(a) Nom de l'organisation (pour laquelle les travaux ont été réalisés) (b) Dates de début et de fin (mois et année) des travaux effectués (c) Courte description du rôle de la ressource pour confirmer l'expérience applicable		

## 2.0 Critères d'évaluation cotés pour les ressources

### R1. P.9 Gestionnaire de projet, niveau 2

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la gestion de projets de maintenance ou de développement d'applications dans un environnement fédéral ou d'un autre secteur public.	20	<b>10 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation du gouvernement fédéral du Canada (ministère, organisme ou société d'État) <b>OU</b> <b>7 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non fédérale (gouvernement provincial ou d'état, administration municipale) <b>OU</b> <b>3,5 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non gouvernementale du secteur public (établissements d'enseignement, conseils scolaires et organismes du secteur de la santé).		
2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'élaboration et de la présentation d'exposés à l'intention de la haute direction.  <i><b>Nota</b> : Par « haute direction », on entend un cadre occupant un poste de directeur général ou un poste équivalent ou de niveau supérieur dans le secteur public, ou un cadre occupant un poste de gestionnaire principal ou un poste équivalent ou de niveau supérieur dans le secteur privé.</i>	10	<b>2 points par projet</b> : Élaboration d'exposés <b>1 point par projet</b> : Présentation d'exposés à la haute direction <b>2 points par projet</b> : Élaboration de recommandations à la haute direction qui sont fondées sur l'analyse du matériel présenté		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>gestion de projets</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Définir les objectifs du projet et les étayer;</li> <li>Déterminer les exigences budgétaires;</li> <li>Déterminer la composition de l'équipe et les rôles et les responsabilités de ses membres;</li> <li>Établir le mandat de l'équipe de projet;</li> <li>Élaborer une structure de ventilation des travaux et lier les jalons ou les tâches au calendrier de projet;</li> <li>Assurer le suivi des ressources et du budget alloués.</li> </ul>	20	<p><b>1 point par projet</b> : Expérience de la définition et de l'étayage des objectifs de projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la détermination des exigences en matière de budget.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la détermination de la composition de l'équipe et des rôles et responsabilités de ses membres.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'établissement du mandat de l'équipe de projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement d'une structure de ventilation des travaux et de l'établissement de liens des jalons ou des tâches avec le calendrier de projet.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du suivi des ressources et du budget alloué.</p>		
<p>4. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de MS Project pour établir le calendrier des activités et assurer le suivi de ces dernières.</p>	5	<p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation de MS Project pour établir le calendrier des activités et assurer le suivi de ces dernières.</p>		



N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
5. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>des activités de gestion du risque</b> en matière de projet de développement d'applications : <ul style="list-style-type: none"><li>• Définir et quantifier le risque;</li><li>• Déterminer une approche de gestion du risque identifié;</li><li>• Gérer adéquatement le risque afin que le client puisse en tirer des avantages ou des leçons.</li></ul>	10	<b>1,5 point par projet</b> : Description des risques liés au projet cité. <b>1,5 point par projet</b> : Identification de l'approche utilisée pour gérer le risque. <b>2 points par projet</b> : Description des résultats du projet (gestion adéquate des risques, leçons apprises, avantages pour le client).		
Note totale maximale	65			

**R2. B.1 Analyste des activités, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement et de la définition des <b>exigences des activités des clients</b> au moyen de séances de développement conjoint d'applications (DCA) et de l'étayage des exigences dans le format Cas d'utilisation.	20	<b>6 points par projet</b> : Expérience des réunions avec les clients ou des séances de DCA pour définir les exigences détaillées des activités. <b>4 points par projet</b> : Expérience de l'étayage des exigences dans le format Cas d'utilisation.		
2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'analyse et de l'étayage des <b>exigences des activités des clients</b> en utilisant l'analyse des exigences du PRU et de la préparation de schémas de processus d'activités et de flux de travaux de haut niveau au moyen de la méthode du langage de modélisation unifié (UML) et des outils logiciels organisationnels de modélisation.	40	<b>10 points par projet</b> : Expérience de l'analyse des exigences fonctionnelles des activités pour déterminer les renseignements, procédures et chemins décisionnels en respectant les exigences analytiques du PRU. <b>10 points par projet</b> : Expérience de la préparation de schémas de processus d'activités et de flux de travaux de haut niveau en se servant de la méthode du langage de modélisation unifié (UML) et des outils logiciels de modélisation organisationnels et de flux des travaux.		
3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>analyse des activités</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Détermination des processus qui pourraient faire l'objet d'une restructuration;</li> <li>Prototypage de solutions possibles selon la méthode d'AOS;</li> <li>Détermination des modifications devant être apportées aux processus automatisés.</li> </ul>	20	<b>4 points par projet</b> : Expérience de la détermination des processus qui pourraient faire l'objet d'une restructuration. <b>2 points par projet</b> : Prototypage de solutions possibles selon la méthode d'AOS. <b>2 points par projet</b> : Détermination des modifications devant être apportées aux processus automatisés.		
<b>Note totale maximale</b>	<b>80</b>			

**R3. B.13 Spécialiste du soutien opérationnel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'administration de systèmes et du soutien à l'exploitation des systèmes de serveurs Web ou d'applications et des logiciels connexes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Configurer les accès des utilisateurs;</li> <li>b. Mettre à jour des profils d'utilisateurs;</li> <li>c. Assurer la sauvegarde et la reprise des activités;</li> <li>d. Contrôler les opérations quotidiennes des systèmes informatiques.</li> </ul> <p><i>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience avec toute combinaison des technologies listées dans la colonne Facteurs de notation, par le biais d'un ou des deux projets.</i></p>	<b>30</b>	<p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la configuration des accès utilisateurs.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la mise à jour de profils d'utilisateurs.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience de la sauvegarde et de la reprise des activités.</p> <p><b>2,5 points par projet</b> : Expérience du contrôle les opérations quotidiennes des systèmes informatiques.</p> <p><i>Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour l'expérience démontrée de l'utilisation des technologies et des processus listés ci-dessous dans le cadre d'un des projets.</i></p> <p><b>4 points</b> : Serveur Linux</p> <p><b>2 points</b> : Environnement de développement d'application Java/JEE</p> <p><b>1 point</b> : Dépôt de code source Subversion (SVN)</p> <p><b>1 point</b> : Outil de suivi des bogues JIRA</p> <p><b>1 point</b> : Outil d'intégration continue Cruise Control</p> <p><b>1 point</b> : Langages de script serveur Perl <b>OU</b> Linux Shell <b>OU</b> PHP et ColdFusion</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Administrateur système principal d'un système Linux;</li> <li>Installation et maintenance de serveurs Web et de serveurs d'applications ainsi que des logiciels qui s'y rapportent;</li> <li>Création et dépannage de scripts côté serveur (p. ex., Perl, Linux Shell, PHP et ColdFusion);</li> <li>Configuration et gestion d'un dépôt de code source Subversion (SVN);</li> <li>Configuration et gestion de JIRA comme outil de suivi des bogues;</li> <li>Configuration et gestion de Cruise Control comme outil d'intégration continue.</li> </ul>	40	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience comme administrateur système principal d'un système Linux.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience dans l'installation et la maintenance de serveurs Web et de serveurs d'applications ainsi que des logiciels qui s'y rapportent.</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la création et du dépannage de scripts côté serveur (p. ex., Perl, Linux Shell, PHP et ColdFusion).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion d'un dépôt de code source Subversion (SVN).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion de JIRA comme outil de suivi des bogues.</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de la configuration et de la gestion de Cruise Control comme outil d'intégration continue.</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en soutien aux opérations :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Développement et étayage des architectures logiques et des configurations système;</li><li>• Élaboration des plans de mise en œuvre relatifs à l'infrastructure technique de développement de Java/J2EE;</li><li>• Configuration et optimisation des installations techniques;</li><li>• Détermination et résolution des problèmes relatifs à la performance des serveurs;</li><li>• Détermination et résolution des problèmes relatifs à la connectivité des services;</li><li>• Élaboration et étayage des procédures opérationnelles.</li></ul>	<b>20</b>	<p><b>2 points par projet</b> : Développement et étayage des architectures logiques et des configurations système.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Élaboration des plans de mise en œuvre relatifs à l'infrastructure technique de développement de Java/J2EE.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Configuration et optimisation des installations techniques.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Détermination et résolution des problèmes relatifs à la performance des serveurs.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Détermination et résolution des problèmes relatifs à la connectivité des services.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Élaboration et étayage des procédures opérationnelles.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

**R4. Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de la maintenance de modèles de données et de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données des applications Java/JEE.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience avec une combinaison des technologies et des infrastructures listées dans la colonne Facteurs de notification dans le cadre d'un ou des deux projets.</i></p>	<b>30</b>	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience du développement ou de la maintenance de modèles de données.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données.</p> <p><i>Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour l'expérience démontrée de l'utilisation des technologies et des infrastructures listées ci-dessous dans le cadre d'un des projets.</i></p> <p><b>3 points</b> : Oracle version 11g ou ultérieure</p> <p><b>2 points</b> : Langage de script PL/SQL</p> <p><b>2,5 points</b> : SGBDR Oracle contenant au moins 40 entités</p> <p><b>2,5 points</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la prise en charge d'applications sur un système principal Oracle, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture d'énoncés SQL complexes;</li> <li>• Réglage de requêtes SQL complexes;</li> <li>• Élaboration et mise en œuvre de plans de migration/conversion de données;</li> <li>• Élaboration de procédures de conversion des données;</li> <li>• Validation des données converties ou migrées.</li> </ul> <p><b>Nota – Par énoncés SQL complexes, on entend :</b></p> <p>1) Les procédures stockées qui donnent des résultats basés sur des jointures ou des énoncés imbriqués afin de mapper les données provenant des tables relationnelles à une structure orientée objet;</p> <p>2) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle pour résoudre les relations entre les éléments de données, stockant souvent les résultats intermédiaires dans des tables temporaires;</p> <p>3) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle avec insertions, mises à jour et suppressions d'énoncés pour modifier les données.</p>	40	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'écriture d'énoncés SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience du réglage de requêtes SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de migration/conversion de données.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de procédures de conversion des données.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la validation des données converties ou migrées.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>modélisation des données</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rédiger des procédures et des scripts (requêtes);</li> <li>Mettre à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application;</li> <li>Réaliser des modélisations conceptuelles;</li> <li>Réaliser des modélisations logiques;</li> <li>Réaliser des modélisations physiques.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Élaboration des procédures et scripts (requêtes).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Mise à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation conceptuelle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation logique.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Modélisation physique.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	90			

#### R5. Architecte d'applications et de logiciels, niveau 3

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de l'élaboration d'architectures, d'infrastructures et de stratégies techniques en vue de répondre aux besoins opérationnels et en matière d'applications dans les domaines suivants :</p> <p>A) Projets de développement d'applications;</p> <p>B) Projets de maintenance des applications;</p>	30	<p><b>9 points par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou une version ultérieure).</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures techniques au moyen de Mojarra ou d'une</p>		



CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
où les projets nécessitent le développement ou l'amélioration d'applications Java/JEE.		<p>autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures et d'infrastructures techniques au moyen de SGBDR Oracle 10g (ou une version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement d'architectures et d'infrastructures techniques au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Le projet a nécessité que la ressource utilise les politiques, les normes, les lignes directrices et les procédures du client en matière de sécurité de la TI comme intrants dans les infrastructures, les stratégies et autres produits livrables d'architecture technique.</p>		
<p>2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la direction d'une équipe de développement utilisant un processus de développement PRU.	20	<b>5 points par projet</b> : Direction d'une équipe pendant tout le cycle de vie du projet PRU, du lancement à la transition. <b>5 points par projet</b> : Rédaction des artefacts PRU incluant les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>4. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base de <b>l'architecture d'applications et de logiciels</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Déterminer des exigences concernant les améliorations à apporter aux bases de données existantes en établissant les besoins de renseignements des utilisateurs et les exigences de performance des systèmes et les exigences fonctionnelles;</li> <li>Harmoniser des modèles relatifs aux objets du domaine/d'activité au moyen d'un modèle de données d'entreprise;</li> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et des spécifications relatives à la conception de système;</li> <li>Réutiliser ou améliorer les composants d'une application personnalisée, d'une application ouverte ou d'un produit commercial déjà installé chez le client au sein d'une application;</li> <li>Élaborer des modèles visuels en appui au développement de logiciels au moyen d'outils de modélisation dominants du marché qui utilisent le langage de modélisation unifié (UML), la production de diagrammes et de codes ou l'ingénierie aller-retour (p. ex., outils UML basés sur Eclipse comme Eclipse UML2 et MyEclipse UML).</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Détermination des exigences concernant les améliorations à apporter aux bases de données existantes en établissant les besoins de renseignements des utilisateurs et les exigences de performance des systèmes et les exigences fonctionnelles.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'harmonisation des modèles relatifs aux objets du domaine/d'activité au moyen d'un modèle de données d'entreprise.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration des spécifications fonctionnelles et des spécifications relatives à la conception de système.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réutilisation ou amélioration des composants d'une application personnalisée, d'une application ouverte ou d'un produit commercial déjà installé chez le client au sein d'une application.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de modèles visuels en appui au développement de logiciels au moyen d'outils de modélisation dominants du marché qui utilisent le langage de modélisation unifié (UML), la production de diagrammes et de codes ou l'ingénierie aller-retour (p. ex., outils UML basés sur Eclipse comme Eclipse UML2 et MyEclipse UML).</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

**R6. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciel, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojarra ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Direction d'une équipe de développement qui utilise le processus de développement PRU;</li> <li>Rédaction d'artefacts PRU, y compris les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.</li> </ol>	20	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la direction d'une équipe de développement pendant tout le cycle de vie du projet PRU, du lancement à la transition.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la rédaction d'artefacts PRU, y compris les plans d'élaboration et de construction, les spécifications architecturales et les cas d'utilisation.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>4. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base <b>en développement d'applications/de logiciels</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Développer des applications, des sous-systèmes et des interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Mettre en œuvre les normes de services Web incluant WSDL, WS- * et REST;</li> <li>Concevoir, implanter et mettre à l'essai les applications utilisant Java/J2EE en entreprise;</li> <li>Apporter des modifications manuelles au code et modifier l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</li> </ul> <p><b>Nota</b> : « WS- » est un préfixe utilisé pour définir les spécifications associées aux services Web. Il existe plusieurs normes WS- *, dont WS-Addressing, WS-Discovery, WS-Federation, WS-Policy, WS-Security et WS-Trust.</p>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement d'applications, de sous-système et d'interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise en œuvre de normes de services Web incluant WSDL, WS- *, et REST.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la conception, de l'implantation et de la mise à l'essai des applications utilisant Java/J2EE en entreprise.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la modification manuelle de code et de la modification de l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>90</b>			

**R7. A.6 Programmeur-réalisateur de logiciels, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojarra ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE</b> au moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object);</li> <li>D'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure);</li> <li>Des technologies basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.);</li> <li>D'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</li> </ul>	20	<p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'une architecture basée sur des composants, à couplage lâche, axée sur des modèles (p. ex., MVC, IOC, Application Service/Service Façade, Business Object ou Data Access Object).</p> <p><b>3 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'un serveur d'application Oracle version 10.1.3 (ou ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des technologies d'intégration basées sur des normes ouvertes (p. ex., SAOP, REST, XML, RMI, RPC, etc.).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'Eclipse ou d'un outil basé sur Eclipse (p. ex., Rational Software Architect, CodeGear JBuilder, MyEclipse) à titre d'environnement de développement intégré.</p>		



CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base <b>en développement d'applications/de logiciels</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Élaborer des spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle;</li> <li>Mettre en œuvre les normes de services Web incluant WSDL, WS- * et REST;</li> <li>Concevoir, implanter et mettre à l'essai les applications utilisant Java/J2EE en entreprise;</li> <li>Apporter des modifications manuelles au code et modifier l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</li> </ul> <p><b>Nota :</b> « WS- » est un préfixe utilisé pour définir les spécifications associées aux services Web. Il existe plusieurs normes WS- *, dont WS-Addressing, WS-Discovery, WS-Federation, WS-Policy, WS-Security et WS-Trust.</p>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de spécifications fonctionnelles et de conception système au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement d'applications, de sous-système et d'interfaces pour créer des services interopérables, des services modulaires et des processus opérationnels au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise en œuvre de normes de services Web incluant WSDL, WS- *, et REST.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la conception, de l'implantation et de la mise à l'essai des applications utilisant Java/J2EE en entreprise.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la modification manuelle de code et de la modification de l'interface utilisateur au moyen d'outils de développement d'applications Java avec les bases de données Oracle.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			

**R8. Testeur principal, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la coordination des essais pour des projets incluant la conception ou l'amélioration d'applications Java/JEE.</b>	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent Mojarra ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent SGBDR Oracle 10g (ou une version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience de la coordination d'essais pour des projets qui utilisent des infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la planification d'essais pour des projets de développement ou d'amélioration d'applications.</b>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation d'outils automatisés de mise à l'essai.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la définition des rôles et des responsabilités de l'équipe des tests.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la définition des processus et procédures de mise à l'essai.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience du développement et de la présentation des recommandations du plan d'essai à la haute direction et à l'équipe de gestion du projet.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise en œuvre sans heurts des plans d'essai élaborés.</p>		
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base de la <b>coordination de tests</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Rédiger des documents sur la méthode des tests et la planification des tests (documents sur la stratégie des tests);</li> <li>Préparer le matériel de présentation connexe pour la communication des méthodes de stratégie de tests et les résultats des tests;</li> <li>Effectuer des essais unitaires;</li> <li>Effectuer des essais intégrés;</li> <li>Effectuer des essais de performance.</li> </ul>	20	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la rédaction de documents sur la méthode des tests et la planification des tests (documents sur la stratégie des tests).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la préparation du matériel de présentation connexe pour la communication des méthodes de stratégie de tests et les résultats des tests.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais unitaires.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais intégrés.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais de performance.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			

**R9. Testeur, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications Java/JEE.</b>	30	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Java/JEE 1.7.0 (ou version ultérieure).</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'Hibernate comme infrastructure de persistance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Spring comme infrastructure d'inversion de contrôle.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen de Mojara ou d'une autre infrastructure JSF comme infrastructure IU Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la mise à l'essai du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen du SGBDR Oracle 10g (ou version ultérieure) aux fins de stockage permanent.</p> <p><b>1 point par projet</b> : Expérience du développement ou de l'amélioration d'applications au moyen d'infrastructures en code source libre pour mettre en œuvre des services Web.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		
2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>de la réalisation d'essais au moyen d'outils automatisés de mise à l'essai et de suivi des bogues.</b>	20	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des outils automatisés de mise à l'essai.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de l'utilisation des outils automatisés de suivi des bogues aux fins d'identification des problèmes et des bogues (JProfiler, Rational Suite, etc.).</p>		

N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>3. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base <b>de la planification et de la réalisation d'essais</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Effectuer des essais unitaires;</li><li>• Effectuer des essais intégrés;</li><li>• Effectuer des essais de performance;</li><li>• Fournir des directives techniques aux intervenants durant l'étape des essais d'acceptation par l'utilisateur;</li><li>• Interagir avec les développeurs et les groupes d'assurance de la qualité pendant le développement de l'application.</li></ul>	<b>20</b>	<p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais unitaires.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais intégrés.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de la réalisation d'essais de performance.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'offre de conseils techniques à des intervenants pendant l'étape des essais d'acceptation par l'utilisateur.</p> <p><b>2 points par projet</b> : Expérience de l'interaction avec les développeurs et les groupes d'assurance de la qualité pendant le développement de l'application.</p>		
<b>Note totale maximale</b>	<b>70</b>			

**R10.Coordonnateur de projet, niveau 2**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
1. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>du soutien aux équipes de projet de GI-TI</b> dans un environnement fédéral ou un autre environnement du secteur public.	20	<b>10 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation du gouvernement fédéral du Canada (ministère, organisme ou société d'État) <b>OU</b> <b>7 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non fédérale (gouvernement provincial ou d'état, administration municipale) <b>OU</b> <b>3,5 points par projet</b> : Le projet était réalisé pour une organisation non gouvernementale du secteur public (établissements d'enseignement, conseils scolaires et organismes du secteur de la santé).		
2. L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, <b>des compétences de base en coordination de projet</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>Préparer des plans de travail pour le projet;</li> <li>Tenir et mettre à jour les renseignements et les documents d'un projet;</li> <li>Communiquer avec les membres d'une équipe de projet et coordonner et préparer les documents d'un projet.</li> </ul>	30	<b>5 points par projet</b> : Expérience de la préparation de plans de travail pour le projet. <b>5 points par projet</b> : Expérience de la tenue et de la mise à jour de renseignements et des documents d'un projet. <b>5 points par projet</b> : Expérience de la communication avec les membres d'une équipe de projet et de la coordination et de la préparation des documents d'un projet.		
<b>Note totale maximale</b>	<b>50</b>			

**R11. Modélisateur de données / modélisateur de GI, niveau 3**

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>1. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, du développement ou de la maintenance de modèles de données et de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données des applications Java/JEE.</p> <p><i>Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience avec une combinaison des technologies et des infrastructures listées dans la colonne Facteurs de notification dans le cadre d'un ou des deux projets.</i></p>	30	<p><b>5 points par projet</b> : Expérience du développement ou de la maintenance de modèles de données.</p> <p><b>5 points par projet</b> : Expérience de la coordination et du contrôle des changements apportés aux bases de données.</p> <p><i>Jusqu'à dix (10) points supplémentaires seront accordés pour l'expérience démontrée de l'utilisation des technologies et des infrastructures listées ci-dessous dans le cadre d'un des projets.</i></p> <p><b>3 points</b> : Oracle version 11g ou ultérieure</p> <p><b>2 points</b> : Langage de script PL/SQL</p> <p><b>2,5 points</b> : SGBDR Oracle contenant au moins 40 entités</p> <p><b>2,5 points</b> : Le projet respecte le Processus rationnel unifié (PRU) comme infrastructure de processus de développement logiciel.</p>		

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
<p>2. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, de la prise en charge d'applications sur un système principal Oracle, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Écriture d'énoncés SQL complexes;</li> <li>Réglage de requêtes SQL complexes;</li> <li>Élaboration et mise en œuvre de plans de migration/conversion de données;</li> <li>Élaboration de procédures de conversion des données;</li> <li>Validation des données converties ou migrées.</li> </ul> <p><b>Nota – Par énoncés SQL complexes, on entend :</b></p> <p>1) Les procédures stockées qui donnent des résultats basés sur des jointures ou des énoncés imbriqués afin de mapper les données provenant des tables relationnelles à une structure orientée objet;</p> <p>2) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle pour résoudre les relations entre les éléments de données, stockant souvent les résultats intermédiaires dans des tables temporaires;</p> <p>3) Les procédures stockées utilisant une logique conditionnelle avec insertions, mises à jour et suppressions d'énoncés pour modifier les données.</p>	40	<p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'écriture d'énoncés SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience du réglage de requêtes SQL complexes.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre de plans de migration/conversion de données.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de l'élaboration de procédures de conversion des données.</p> <p><b>4 points par projet</b> : Expérience de la validation des données converties ou migrées.</p>		



N° de l'invitation :  
01B68-171058/A

N° de la modification :

ID de l'acheteur :  
606EL

CRITÈRES D'ÉVALUATION COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	FACTEURS DE NOTATION	RÉPONSE DU FOURNISSEUR	AUTO-POINTAGE DU FOURNISSEUR
3. Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, dans deux (2) projets, des compétences de base en <b>modélisation des données</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>• Rédiger des procédures et des scripts (requêtes);</li><li>• Mettre à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application;</li><li>• Réaliser des modélisations conceptuelles;</li><li>• Réaliser des modélisations logiques;</li><li>• Réaliser des modélisations physiques.</li></ul>	20	<b>2 points par projet</b> : Rédaction de procédures et de scripts (requêtes). <b>2 points par projet</b> : Mise à l'essai des procédures en vue du développement, de l'intégration et de la mise à l'essai de la nouvelle application. <b>2 points par projet</b> : Modélisation conceptuelle. <b>2 points par projet</b> : Modélisation logique. <b>2 points par projet</b> : Modélisation physique.		
Note totale maximale	90			

## APPENDICE D DE L'ANNEXE A

### ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à l'offre de prix de l'entrepreneur au moment de sa soumission au Canada.

#### 1. ATTESTATION D'ÉTUDES ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par la présente que tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et autres documents soumis pour l'exécution des travaux, plus particulièrement l'information relative aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels ont été vérifiés par ses soins et qu'ils sont complets et exacts. De plus, l'entrepreneur garantit que chaque personne qu'il propose pour l'exigence est capable d'effectuer les travaux décrits dans l'autorisation de tâche.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

#### 2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre de cette autorisation de tâche, les personnes proposées dans la proposition pourront commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'émission de l'autorisation de tâche approuvée, ou dans le délai précisé dans l'autorisation de tâche, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser les travaux requis.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

#### 3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a la permission de la personne d'offrir ses services pour l'exécution des travaux afférents à cette autorisation de tâche et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. En tout temps pendant la durée du contrat, l'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne concernée, de la permission donnée à l'entrepreneur ainsi que de sa disponibilité. Le non-respect de la demande peut être considéré comme un manquement au contrat en vertu des Conditions générales.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – anglais essentiel

L'entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse au présent projet d'autorisation de tâche maîtrise l'anglais. La personne proposée doit communiquer verbalement et par écrit l'anglais sans aide et en faisant peu d'erreurs.

---

Nom en caractères d'imprimerie et signature de la personne autorisée

---

Date

## PIÈCE JOINTE 5.1

### PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada se réserve le droit d'exiger des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le Canada peut rendre la soumission irrecevable ou constituer un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site Web du Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada.

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [Si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.]

Répondre aux questions A et B.

A. Cocher une seule case :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur régi par le gouvernement fédéral assujetti à la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires; les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein).
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada.
- ☐ A5.1 Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada et que cet accord est en vigueur.

OU

- ☐ A5.2 Le soumissionnaire atteste qu'il a présenté le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168) au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada. Comme il s'agit d'une condition d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit remplir le formulaire « Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi » (LAB1168), le signer en bonne et due forme et le transmettre au Programme du travail d'Emploi et développement social Canada.

B. Cocher une seule case :

- ☐ B1. Le soumissionnaire ne fait pas partie d'une coentreprise.

OU

- ( ) B2. Le soumissionnaire fait partie d'une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie. (Voir la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

SRCL 3691-112016

Contract Number / Numéro du contrat  
Common PS-SRCL#19

Security Classification / Classification de sécurité  
Unclassified

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)  
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		AAFC		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Information Systems Branch/Application and Knowledge Services	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant			
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Professional services to support the maintenance and enhancement of the Business Risk Management System (BRMS)					
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis					
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)				<input type="checkbox"/> No Non	<input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?				<input checked="" type="checkbox"/> No Non	<input type="checkbox"/> Yes Oui
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès					
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>		Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion					
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>		No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>					
Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à : Specify country(ies): / Préciser le(s) pays : <input type="checkbox"/>	
7. c) Level of information / Niveau d'information					
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC Information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity:

Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ     | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input checked="" type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET  | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS       |   |  |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : All resource categories and levels require secret.

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui  
If Yes, will unscreened personnel be escorted?  
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☐ No / Non ☐ Yes / Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

**INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS**

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No / Non ☐ Yes / Oui



**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO					COMSEC				
	A	B	C	CONFIDENTIAL  CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED	NATO CONFIDENTIAL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET  TRÈS SECRET
							NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIEL		COSMIC TRÈS SECRET	A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media / Support TI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Link / Lien Électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No  
Non

☐ Yes  
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).





Government of Canada  
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

Security Classification / Classification de sécurité

**PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION**

**13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Maureen Fitzsimons

Title - Titre  
Manager

Signature

*Maureen Fitzsimons*

Telephone No. - N° de téléphone  
204-259-5139

Facsimile No. - N° de télécopieur  
204-259-5101

E-mail address - Adresse courriel  
maureen.fitzsimons@agr.gc.ca

Date  
November 15, 2016

**14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

*Lise Levesque-Masson*

Title - Titre

*Sec. Coordinator*

Signature

*Lise Levesque-Masson*

Telephone No. - N° de téléphone  
613-773-1464

Facsimile No. - N° de télécopieur  
613-773-1485

E-mail address - Adresse courriel  
lise.levesque-masson@agr.gc.ca

Date  
Nov 16, 2016

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☒ No  
Non ☐ Yes  
Oui

**16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

*Sylvana Mansour*

Title - Titre

*SUPPLY SPECIALIST*

Signature

*SYLVANA MANSOUR*

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

**17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité**

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Saumur, Jacques O

Digitally signed by Saumur, Jacques O  
DN: c=CA, o=GC, ou=PWGSC-TPSGC,  
cn=Saumur, Jacques O  
Date: 2017.02.02 13:38:31 -05'00'

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

Jacques Saumur

Contract Security Officer

Contracts Security Division / Division des contrats sécurité /

Contract Security Program / Programme de sécurité des contrats /

Public Services and Procurement Canada / Services publics et Approvisionnement Canada

Jacques.Saumur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Telephone / Téléphone 613-948-1732

Facsimile / Télécopieur 613-948-1712



## TASK AUTHORIZATION FORM FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHES

**PART 1** (completed by the Technical/Project Authority) / **PARTIE 1** (complété par le Responsable technique / Chargé du projet)

### A. General Information / Informations générales

Contract Number / Numéro du contrat :

Contractor Name / Nom du Contracteur :

Task Authorization (TA) No.  
N° de l'autorisation de tâches (AT) :

Commitment No.  
N° de l'engagement :

Financial Coding  
Code financier :

Date of Issuance  
Date d'émission :

Response required by  
Réponse requise  
d'ici le :

### B. For Amendments Only / Aux fins de modification seulement

Amendment No. / N° de la modification :

Reason for the Amendment / Raison pour la modification :

### C. TA Requirements / Exigences relatives à l'AT

Required Resource(s) / Ressource(s) requise(s)

Category and Level Catégorie et Niveau	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Linguistic Profile / Profil linguistique	Required Level(s) of Security / Niveau(x) de sécurité requis

Statement of Work (tasks, deliverables, reports, etc.) / Énoncé des travaux (tâches, livrables, rapports, etc.)

See attached / Voir pièce jointe

### Period of Services / Période de service:

Initial Start Date / Date de début initiale :

Initial End Date / Date de fin initiale :

Extended End Date (See Reason for the Amendment) / Date de fin prolongée (voir Raison pour la modification):

☐ Option To Extend Initial End Date / Option pour prolonger la date de fin initiale

Optional End Date(S) / Date(s) de fin optionnelle(s)	Status / Statut
	<input type="radio"/> In Effect / en vigueur

Travel Requirement(s) / Exigence(s) de voyage :

n/a

Work Location(s) / Lieu(x) de travail :

**PART 2** (completed by the Contractor and/or the Technical/Project Authority) / **PARTIE 2** (complété par le Contracteur et/ou le Responsable technique / Chargé du projet)

### Contractor Resource(s) and Estimated Cost / Ressource(s) du Contracteur et Coût total estimatif

Note: once approved, only the following resources may provide services under this TA. / Nota : une fois approuvée, seules les ressources suivantes peuvent fournir des services sous la présente AT

Name / Nom Category and Level / Catégorie et Niveau	PWGSC Security File No. / N° du dossier de sécurité TPSGC	Linguistic Profile / Profil linguistique	Per Diem Rate / Taux journalier	Estimated Level of Effort (days) / Niveau d'effort estimatif (jours)	Total Estimated Cost / Coût total estimatif
0					\$0.00
0					\$0.00

Estimated Cost / Coût estimatif	<b>\$0.00</b>
Total Estimated Travel and Living Cost / Coût total estimatif de voyage et de vie	<b>\$0.00</b>
<b>Total Estimated Cost / Coût total estimatif</b>	<b>\$0.00</b>

### PART 3 - TA APPROVAL BY CANADA / PARTIE 3 - APPROBATION DE L'AT PAR LE CANADA

<p>By signing this TA, the authorized client authority and/or the PWGSC Contracting Authority certify(ies) that the content of this TA is in accordance with the conditions of the Contract.</p> <p>The client's authorization limit is <b>\$300,000</b>. When the value of a TA and its amendments (excluding Applicable Taxes) is in excess of this limit, the TA must be signed by the authorized client and forwarded to the PWGSC Contracting Authority for authorization.</p>		<p>En apposant sa signature sur l'AT, le client autorisé et/ou l'autorité contractante de TPSGC atteste(nt) que le contenu de cette AT est conforme aux conditions du contrat.</p> <p>La limite d'autorisation du client est <b>\$300,000</b>. Lorsque la valeur de l'AT et ses modifications (excluant les taxes applicables) dépasse cette limite, l'AT doit être signée par le client autorisé et transmise à l'autorité contractante de TPSGC pour autorisation.</p>	
Name of Authorized Client / Nom du client autorisé	Date	Name of Contracting Authority / Nom de l'autorité contractante	Date
Signature		Signature	

### PART 4 - CONTRACTOR SIGNATURE / PARTIE 4 - SIGNATURE DU CONTRACTEUR

<p>Name and Title of individual authorized to sign on behalf of the Contractor / Nom et titre Signature de la personne autorisée à signer au nom de l'entrepreneur</p>		<p>Signature</p>	<p>Date</p>
--	--	------------------	-------------